

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 JUIN 1903.

Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1903 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. CARTON DE WIART.

MESSIEURS,

Le projet de budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour 1903, s'élevait primitivement à 16,684,500 francs.

Ce chiffre a été majoré de trois millions de francs, par suite du vote de la loi du 18 février 1903, ainsi qu'il résulte de la lettre suivante qui a été transmise à la Section centrale :

« Bruxelles, le 19 février 1903.

» *A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants, à Bruxelles.*

» MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'ensuite de la loi du 18 février courant, augmentant par son article 8 l'allocation attribuée annuellement au fonds spécial des dotations pour la constitution des pensions de vieillesse, il y a lieu d'apporter les changements ci-après au projet de budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1903 :

(1) Budget, n° 4, VIII.

Amendement, n° 49.

(2) La Section centrale présidée par M. NERINGX, était composée de MM. MÉLOT, CAVROT, VERHAEGEN, CARTON DE WIART, PETIT, HUYSHAUWER.

» 1^o Substituer à la partie du libellé de l'article 23, entre parenthèses, les mots :

« (Article 11 de la loi du 10 mai 1900, modifié par l'article 8 de la loi du 18 février 1903). »

« Artikel 11 der wet van 10 Mei 1900 gewijzigd door artikel 8 der wet van 18 Februari 1903). »

» 2^o Augmenter le chiffre du crédit, prévu par cet article, de 3 millions de francs.

» Par suite de cette augmentation le dit projet de budget s'élève :

» Pour les dépenses ordinaires à fr.	19,559,500 »
» " " exceptionnelles	125,000 »
» Ensemble à fr.	<u>19,684,500 »</u>

» Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

» *Le Ministre,*

» P. DE SMET DE NAEYER. »

Ce chiffre de 19,684,500 francs marque une augmentation de 3,235,700 francs sur les crédits alloués pour l'exercice 1902 et qui se montaient à 16,448,800 francs.

Indépendamment de l'allocation au fonds spécial des dotations pour la constitution des pensions de vieillesse, cette augmentation affecte surtout : les traitements des fonctionnaires, employés et gens de service (augmentation de 45,000 francs); les subsides aux institutions d'enseignement industriel, professionnel, commercial et ménager (augmentation de 175,000 francs); les dépenses de l'Office du Travail (augmentation de 9,500 francs); celles de l'Inspection du travail et des établissements dangereux, insalubres ou incommodes (augmentation de 20,000 francs); les traitements et frais de déplacement du Conseil des mines (augmentation de 9,700 francs).

D'autre part, le projet prévoit une diminution, à concurrence de 20,000 francs, du crédit inscrit à l'article 23, sur lequel ont été prélevées jusqu'à présent les indemnités pour travaux extraordinaires nécessités par l'exécution de la loi sur les pensions de vieillesse.

Enfin, l'achèvement du recensement industriel a permis de réduire de 50,000 francs le chiffre des dépenses exceptionnelles qui descend de 175,000 à 125,000 francs.

* * *

Le budget a été adopté à l'unanimité par la 1^{re}, la 2^e, la 3^e et la 6^e section. Dans la 4^e section, il a été voté à l'unanimité moins une abstention. Dans la 5^e section, à l'unanimité moins une voix.

Les procès-verbaux des sections signalent diverses observations qui ont été examinées par la Section centrale et dont plusieurs ont fait l'objet de questions adressées au Gouvernement.

Le renouvellement des traités de commerce.

La publication récente du *Tableau général du commerce de la Belgique avec les pays étrangers pendant l'année 1902*, permet d'apprécier l'accroissement considérable qui s'est produit dans notre commerce, tant à l'importation qu'à l'exportation, non seulement dans le commerce général, mais dans le commerce spécial.

Le commerce général d'importation s'est élevé, en 1902, à 18,599,000 tonnes, représentant une valeur de 3,939,600,000 francs. En 1901, ce mouvement était respectivement de 16,421,100 tonnes et de 3,640,600,000 francs. Soit une augmentation de tonnage de 13.3 p. c. et une augmentation de valeur de 299,000,000 de francs.

A l'exportation, le commerce général qui était, en 1901, de 17,232,400 tonnes, pour une valeur de 3,239,400,000 francs, s'est élevé, en 1902, à 18,400,000 tonnes, représentant une valeur de 3,473,200,000 francs, soit pour 1902 une augmentation de poids de 1,167,600 tonnes ou 6.8 p. c. et une augmentation de valeur de 233,800,000 francs ou 7.2 p. c.

Pour le commerce spécial d'importation, on constate, en 1902, un mouvement de 15,023,200 tonnes, représentant une valeur de 2,380,700,000 francs, contre 13,530,000 tonnes d'une valeur de 2,221,000,000 francs, en 1901. Il y a donc, pour 1902, une augmentation de poids de 1,473,200 tonnes ou 10.9 p. c. et une augmentation de valeur de 159,700,000 francs ou 7.2 p. c.

A l'exportation, le commerce spécial accuse, pour 1902, un poids de 14,853,800 tonnes, représentant une valeur de 1,923,500,000 francs, tandis qu'en 1901 il n'était que de 14,352,900 tonnes, pour une valeur de 1 milliard 828,200,000 francs. Les chiffres de 1902 présentent donc sur ceux de 1901 une augmentation de poids de 502,900 tonnes ou 3.5 p. c. et une augmentation de valeur de 97,300,000 francs ou 5.3 p. c.

A la satisfaction qui doit résulter de l'examen de ces chiffres, se joint la préoccupation de plus en plus vive des conditions qui seront faites à notre industrie et au travail national par l'expiration de nos traités de commerce avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

La Chambre sait que ces traités doivent rester en vigueur jusqu'au 31 décembre 1903. Après cette date, ces traités cesseront leurs effets une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes les aura dénoncés. Les négociations pour le renouvellement de ces traités sont donc subordonnées à la dénonciation par l'un des États signataires. Mais, sans attendre ces négociations, et après avoir pris l'avis du Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce, les départements ministériels compétents se sont concertés afin d'aviser aux moyens de compléter, par les investigations pratiques opportunes, les renseignements généraux recueillis par le Conseil supérieur.

Dans ce but, un service spécial a été organisé par l'Inspection de l'Industrie, à laquelle un ingénieur des mines a été spécialement adjoint.

Une charge temporaire de 3,000 francs est prévue du chef de ce service à l'article 7 du présent budget.

La marine marchande.

L'examen des moyens les plus propres à assurer l'essor de notre commerce extérieur et de transit a retenu, cette année encore, l'attention de la Section centrale sur le problème de la marine marchande.

Ce problème, dont l'importance n'a cessé d'être proclamée par une parole souveraine, a été mûri, en ces derniers temps, par des recherches et des enquêtes sérieuses. Des associations d'études et de propagande, des publications spéciales, des réunions et des conférences ont peu à peu familiarisé l'opinion publique avec ses divers éléments.

Tant d'efforts ne sont pas restés stériles. La question de la marine marchande est devenue une question populaire.

A la vérité, toutes les objections ne sont pas encore levées...

D'aucuns continuent à prétendre qu'il est aussi avantageux pour nous de louer les navires que nos voisins nous fournissent que de créer nous-mêmes, à grands frais, des lignes de navigation qui, ayant à lutter contre l'internationalisation des moyens de transport et contre des coalitions puissantes, ne pourraient suffire en tous cas à l'extraordinaire subdivision d'expéditions qui caractérise aujourd'hui le commerce d'outre-mer. Ils considèrent comme plus urgentes et plus pratiques des réformes en voie de réalisation : la réorganisation de nos consulats et de nos chambres de commerce, — la création d'écoles de commerce destinées à former les jeunes gens qui iront créer des comptoirs à l'étranger et qui nous renseigneront sur les besoins, les habitudes, les goûts de la clientèle exotique, — la fondation d'établissements financiers belges à l'étranger ou tout au moins l'organisation d'un système de succursales et de correspondants qui permettra à l'industriel belge d'exporter *directement*, tandis qu'il est le plus souvent obligé aujourd'hui de s'adresser à des maisons d'exportation anglaises qui prélèvent sur lui de gros bénéfices tout en démarquant ses produits.

Mais n'est-ce pas aussi, n'est-ce pas surtout par une marine nationale que nous pourrions assurer à notre industrie le moyen d'exporter directement ? Cette exportation directe, qui serait une compensation si précieuse au protectionnisme de nos voisins et à l'augmentation éventuelle de nos prix de revient, comment la garantir si nous ne pouvons échapper aux inconvénients d'une dépendance qui nous impose actuellement l'obligation de tout produire — avec des frais considérables, — pour une clientèle dispersée — qui nous ignore, au lieu de nous permettre de nous limiter à la fabrication lucrative de quelques types déterminés en vue d'une clientèle plus régulière ? Nos transporteurs, qui sont nos concurrents, ne pourraient-ils même pas, d'un jour à l'autre, — sous l'influence de quelque réaction économique ou politique, — augmenter leurs exigences sur le fret au profit de leur propre trafic ?

Ce sont surtout ces considérations qui entraînent de plus en plus les esprits vers l'utilisation nationale de notre frontière maritime, et les moyens

que cette utilisation suppose : le recrutement du personnel marin, la construction des navires, l'armement.

Comme conclusion à une étude remarquée, un de nos honorables collègues, M. L. Hubert, a pu dire « qu'une marine nationale était indispensable pour nous, si nous voulons le maintien de notre prospérité industrielle et de la source la plus abondante du travail (1). »

Tel est aussi l'avis de la Société belge des Ingénieurs et des Industriels dont le comité d'études, à la suite d'une longue et consciencieuse enquête à laquelle il a été rendu plusieurs fois hommage, vient de voter les dispositions suivantes :

« 1° Sous peine de déchoir du rang qu'elle occupe, la Belgique doit se hâter, à l'exemple des nations avec lesquelles elles rivalise, d'étendre très largement ses relations et son activité vers les pays d'outre-mer ;

» 2° Il ne lui sera possible de satisfaire à cette nécessité qu'à la condition de développer sa marine marchande nationale, qui est actuellement au-dessous de toute proportion avec l'importance de son commerce et de son industrie ;

» 3° Les navires étrangers qui desservent aujourd'hui nos ports ne peuvent tenir lieu d'une marine marchande nationale au point de vue des intérêts généraux qui sont en jeu ;

» 4° La Belgique est, par conséquent, obligée de porter résolument son activité vers les industries de la mer, c'est-à-dire vers les transports maritimes, la construction navale et les industries qui leur sont connexes ;

» 5° Elle puisera dans ces relations, comme dans ces industries, un aliment nouveau, abondant et constant pour son travail national et pour son commerce, sans lequel ceux-ci péricliteraient dans la concurrence internationale ;

» 6° Elle y puisera aussi, au grand progrès de l'éducation physique et morale de ces populations, les éléments sains et fortifiants que procure la vie sur mer, l'habitude des voyages et la pratique des entreprises lointaines et hardies ;

» 7° Enfin, elle y trouvera pour ses capitaux de nouvelles applications favorables, car il est démontré que l'industrie des transports maritimes et celle de la construction navale sont certainement rémunératrices, lorsqu'elles sont pratiquées avec compétence et qu'elles disposent des éléments nécessaires ;

» 8° La Belgique ne possède encore que dans une mesure restreinte les conditions que réclame son développement maritime, mais il n'est pas douteux qu'elle soit apte à les acquérir ;

(1) *La marine marchande nationale*, conférence à l'assemblée de la Ligue maritime belge, M. Lrpa. Hubert, p. 12, Bruxelles, 1902.

» 9° Il y a donc un intérêt national urgent et de tout premier ordre à étudier et à appliquer les mesures qui sont capables de préparer et d'assurer l'évolution de la Belgique vers les industries maritimes. »

Dès aujourd'hui, la construction navale — une visite aux diverses et puissantes installations d'Hoboken suffit à le prouver — a fait en Belgique un très grand progrès.

Mais nous nous bornons encore à construire presque exclusivement pour les autres.

L'effectif de la marine marchande belge reste piteux. Nous avons 72 navires en 1901. Nous en avons 73 aujourd'hui (1). En revanche, l'ensemble de notre tonnage national, qui était de 110,437 tonneaux, est descendu à 106,182!

La part proportionnelle de notre pavillon dans le mouvement de la navigation est donc de plus en plus insignifiante.

En 1902, pour les navires *à voiles*, cette proportion a été à l'entrée de 0.3 p. c. pour le nombre de navires (contre 1.2 p. c. en 1901). Quant au tonnage, la proportion était en 1901 de 0.2 p. c. En 1902, elle a été inférieure à 0.1 p. c.

A la sortie, la part proportionnelle est descendue de 1.2 p. c. en 1901 à 0.3 p. c. en 1902 pour le nombre des navires, et de 0.2 p. c. en 1901 à moins de 0.1 p. c. en 1902 pour le tonnage.

Les chiffres de la navigation à vapeur marquent aussi un recul :

A l'entrée, le pavillon belge, qui représentait, en 1901, 24.1 p. c. du nombre des navires et 13.2 p. c. du tonnage, n'a plus représenté, en 1902, que 22.6 p. c. et 13 p. c.

A la sortie, la part proportionnelle, en ce qui concerne le nombre des navires à vapeur, était de 24 p. c. en 1901. Il est descendu à 22.7 p. c. en 1902. Quant au tonnage, de 13 p. c., en 1901, cette part est descendue à 13.3 p. c., en 1902.

Le tableau suivant permettra de se rendre compte de la consistance de la marine marchande à la fin de chaque année, depuis 1861, date à laquelle, à la veille de l'affranchissement de l'Escaut, le Duc de Brabant disait au Parlement : « Vous ne permettrez pas plus longtemps que seuls parmi les nations possédant des ports et une frontière maritime, nous restions, pour la majeure partie de nos exportations, tributaires de l'étranger ».

(1) Les 73 navires existant au 31 décembre 1902 se répartissent ainsi entre les localités suivantes :

Anvers	66	navires	jaugeant	104,779	tonneaux.
Gand	2	—	—	300	—
Nieuport	1	—	—	383	—
Ostende	4	—	—	318	—

	NOMBRE DE NAVIRES			TONNAGE DES NAVIRES			TONNAGE MOYEN par navire	
	à voiles.	à vapeur.	TOTAL.	à voiles.	à vapeur.	TOTAL.	à voiles.	à vapeur.
1861. . . .	103	8	111	27,252	4,484	31,736	265	560
1862. . . .	96	7	103	25,663	3,284	28,947	267	469
1863. . . .	91	6	97	24,533	2,711	27,247	270	452
1864. . . .	99	8	107	30,902	4,075	34,977	312	509
1865. . . .	104	8	112	35,509	4,210	39,729	341	527
1866. . . .	91	7	98	33,239	4,686	37,925	365	669
1867. . . .	81	9	90	31,498	6,357	37,855	385	706
1868. . . .	68	11	79	23,441	8,752	31,893	340	796
1869. . . .	67	12	79	23,981	8,762	32,743	358	730
1870. . . .	55	12	67	20,648	9,501	30,149	375	791
1871. . . .	48	12	60	17,262	8,742	26,001	360	728
1872. . . .	40	19	59	16,205	16,141	32,346	405	850
1873. . . .	41	28	69	16,434	30,005	46,439	401	1,072
1874. . . .	33	24	57	14,925	30,397	45,322	452	1,267
1875. . . .	32	27	59	14,756	35,430	50,186	461	1,312
1876. . . .	25	23	48	15,130	29,850	44,980	605	2,298
1877. . . .	22	28	50	10,547	37,858	48,405	479	1,352
1878. . . .	24	34	58	10,319	50,389	60,708	430	1,482
1879. . . .	25	39	64	11,655	59,539	71,191	466	1,527
1880. . . .	24	42	66	10,442	65,224	75,666	435	1,553
1881. . . .	18	41	59	7,354	70,486	77,840	409	1,719
1882. . . .	16	46	62	6,750	75,897	82,647	422	1,650
1883. . . .	15	47	62	6,458	79,902	86,360	431	1,700
1884. . . .	13	51	64	5,925	74,667	80,592	455	1,464
1885. . . .	11	54	65	5,053	74,809	84,862	459	1,478
1886. . . .	12	55	67	5,554	81,283	86,837	463	1,478
1887. . . .	10	55	65	5,500	80,891	86,391	550	1,474
1888. . . .	9	50	59	4,271	73,384	77,655	475	1,468
1889. . . .	9	42	51	4,271	65,951	70,222	475	1,570
1890. . . .	10	46	56	4,393	71,553	75,946	439	1,555
1891. . . .	8	47	55	2,045	70,860	72,905	256	1,508
1892. . . .	6	47	53	1,039	69,356	70,395	173	1,476

	NOMBRE DE NAVIRES			TONNAGE DES NAVIRES			TONNAGE MOYEN par navire.	
	à voiles.	à vapeur.	TOTAL.	à voiles.	à vapeur.	TOTAL.	à voiles.	à vapeur.
1893. . . .	6	50	56	1,039	74,499	75,538	173	1,490
1894. . . .	5	50	55	917	78,271	79,188	183	1,565
1895. . . .	5	54	59	917	86,296	87,213	183	1,598
1896. . . .	5	53	58	917	84,822	85,739	183	1,600
1897. . . .	5	56	61	917	84,510	85,427	183	1,509
1898. . . .	6	60	66	1,734	89,237	90,971	289	1,487
1899. . . .	6	67	73	2,751	105,786	108,537	458	1,579*
1900. . . .	4	69	73	741	112,518	113,259	185	1,631
1901. . . .	6	66	72	1,121	109,336	110,457	187	1,657
1902. . . .	5	68	73	877	105,305	106,182	175	1,549

Il avait paru, aux précédentes sections centrales chargées d'examiner le Budget de l'Industrie et du Travail qu'il y avait lieu, afin de faciliter l'examen et de hâter la solution des questions qui concernent la marine marchande, de constituer une commission spéciale en vue d'unifier les divers services qui s'y rattachent.

L'utilité de cette unification apparaît d'autant plus qu'en toute occasion, quand la question de la marine marchande est soulevée au Parlement, chacun des départements ministériels mis en cause se hâte d'opposer à ceux qui l'interpellent le caractère nettement défini de ses attributions.

Ce conflit d'incompétences appelle une réforme.

En réponse à la Section centrale de 1900, le Gouvernement déclarait qu'il « aurait à examiner l'attitude qu'il jugerait convenable de prendre à cet égard, et notamment s'il y a lieu de soumettre cette question très complexe (de la création d'une ou de plusieurs lignes de navigation marchande) à une commission spéciale composée de fonctionnaires des divers départements et d'industriels et de commerçants. »

En 1901, le Gouvernement déclara qu'aucune solution n'était encore intervenue à ce sujet.

En 1902, il nous fut répondu que « la question de l'unification des divers services relatifs à la marine concerne principalement d'autres départements, beaucoup plus intéressés que le ministre de l'industrie et du travail. »

La même question ayant été adressée cette année par la Section centrale, n'a obtenu qu'un rappel de cette réponse évasive.

QUESTION.

Le Gouvernement compte-t-il donner suite au projet dont il annonçait l'étude dans une réponse faite à la Section centrale de 1900 et relative à la constitution d'une commission spéciale composée de fonctionnaires des divers

départements, d'industriels et de commerçants, en vue d'unifier les divers services relatifs à la marine marchande et de développer cette marine ?

RÉPONSE.

Je ne puis que m'en référer à la réponse donnée par mon honorable prédécesseur à une question semblable présentée à l'occasion de l'examen du budget de 1902.

A la vérité, un comité consultatif permanent, groupant des représentants des départements des finances, des affaires étrangères, et des administrations de la marine, des postes et des chemins de fer, a été constitué il y a deux ans.

Mais ce comité a-t-il qualité et compétence pour examiner tout ce qu'il y a lieu de faire pour la création d'une marine marchande belge ? Comment s'est traduite jusqu'à ce jour son activité ?

A tout le moins, ne devrait-il pas comprendre aussi des représentants du département de l'industrie et du travail ?

La marine de commerce doit être en somme le prolongement de notre activité industrielle.

Si le département de l'industrie et du travail ne juge pas devoir examiner les grosses questions de principe, qui restent en suspens : à savoir l'opportunité d'associer l'Etat, soit par un patronage officiel, soit par des subsides, soit par des garanties d'intérêt, soit par la souscription d'actions, à la création de sociétés de navigation, tout au moins doit-il, en matière d'enseignement maritime, suppléer à l'insuffisance de l'initiative privée ; il lui appartient de répandre les connaissances spéciales dans toutes nos provinces, de compléter les cours de construction navale qui existent dans les écoles industrielles d'Anvers et d'Ostende par d'autres cours organisés même dans l'intérieur du pays, en vue de favoriser la formation d'ingénieurs, de conducteurs, de mécaniciens pour navires, de charpentiers. Il lui appartient d'encourager, sinon de créer, une ou plusieurs écoles navales qui doteraient nos armements d'un personnel instruit et discipliné.

M. le comte Ch. d'Ursel, gouverneur de la Flandre Occidentale, dont la mort prématurée a été une perte sensible pour le pays, disait dans sa brochure de propagande en faveur de la création d'un navire-école (1) :

« Si nous n'avons pas de navires, disait-il, nous avons cependant quelques marins, mais il naviguent à bord des bateaux marchands étrangers : en Angleterre seulement, on compte 800 Belges, enrôlés comme matelots tandis que notre flotte commerciale n'en utilise que 700. Nous avons aussi des officiers de marine, mais il ne naviguent guère, à moins que ce soit sur les malles d'Ostende à Douvres. Quelques-uns sont admis sur des navires étrangers, on en rencontre même sur des navires battant pavillon belge, mais c'est dans une décevante proportion puisque, d'après la statistique officielle, notre flotte

(1) *Un navire-école pour la marine marchande en Belgique*, Bruges, Demolin-Claeys, p. 5.

marchande est desservie par 114 officiers étrangers et seulement par 74 officiers belges. Il valent cependant les autres et l'expédition récente de la *Belgika*, au Pôle Sud, n'est pas faite pour les déprécier.

Malheureusement, aucune loi n'oblige nos armateurs, tributaires de l'étranger sous tant de rapports, à faire conduire les navires belges par des officiers belges. Un arrêté royal du 1^{er} avril 1864 a même relevé les étrangers de l'interdiction qui les frappait; ce fut lors de la guerre entre l'Allemagne et le Danemark. Pour utiliser un certain nombre de navires de commerce allemands réfugiés à Anvers et leur permettre de reprendre la mer sans avoir maille à partir avec les croiseurs danois qui sillonnaient l'Océan, la Belgique, à la suite d'une convention, nationalisa ces transports. Seulement, comme notre corps d'officiers de marine se trouvait tout à coup insuffisant pour parer à ce surcroît inattendu de commandements, il fallut bien revenir sur l'interdiction qui, primitivement, frappait les étrangers. Ceux-ci bénéficièrent encore d'une situation analogue en 1889, quand les diplômes à acquérir en Belgique devinrent obligatoires. Il fallut alors, par mesure transactionnelle et dans l'intérêt des armements, admettre le maintien des officiers étrangers qui étaient en fonction sur nos navires nationaux.

Il en résulte qu'aujourd'hui nos concitoyens trouvent encore difficilement à s'employer comme officiers de marine, même dans leur pays. De là, pour eux, le délaissement de la carrière navale. »

L'idée défendue et propagée par M. le C^{te} Ch. d'Ursel ne tardera pas à prendre corps.

Un navire-école créé sur le type de ceux qui existent à l'étranger permettra bientôt à nos jeunes concitoyens, qui songent à entrer dans la marine, d'être en mesure de remplir plus aisément qu'aujourd'hui les conditions de navigation — comme novices, apprentis, matelots, officiers, maîtres d'équipage, premier lieutenants, — qui leur sont imposées pour être admis aux examens de nos écoles d'Anvers et d'Ostende.

L'utilité de ce navire-école a été, en effet, comprise. Des interventions éclairées et généreuses vont permettre à bref délai de réaliser cette idée, au succès de laquelle le Gouvernement ne ménagera assurément pas son concours.

L'enseignement technique.

La Chambre a marqué, en maintes circonstances, l'importance primordiale qu'elle attache, au point de vue du progrès social et industriel, au développement de l'enseignement technique à tous les degrés.

Il n'est pas de meilleur moyen de spécialiser et de perfectionner notre production.

Le Gouvernement y contribue efficacement par les subsides qu'il alloue aux établissements d'enseignement industriel, professionnel, commercial et ménager. Ces subsides comportent chaque année des charges plus lourdes. Mais il ne se trouvera personne pour les critiquer. Bien au contraire, le fait que la grande majorité des enfants de notre population ouvrière échappe encore à tout enseignement professionnel ou industriel, l'exemple

de ce qu'ont pu réaliser d'autres pays, tels que le Wurtemberg et la Saxe, la comparaison de ce que nous avons fait et faisons nous-mêmes pour l'enseignement agricole, suffisent à prouver l'opportunité de nouveaux efforts.

Le rapport quinquennal sur la situation de l'enseignement technique subsidie est sous presse. Il permettra de mesurer le chemin parcouru depuis quelques années.

En attendant cette publication, la Chambre pourra se rendre compte, par les chiffres suivants, de la manière dont se répartissaient par catégories et par provinces les 571 établissements d'enseignement technique subsidies par l'État que nous avons au 31 décembre 1902 (contre 544 au 31 décembre 1901, et 533 au 31 décembre 1900).

Situation des établissements techniques subside's au 31 d'cembre 1902.										
	Anvers.	Brabant	Fl. occidentale.	Fl. orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.	Totaux.
I. — Écoles pour filles.										
Écoles et classes ménagères	29	47	27	34	67	48	14	10	17	290
Ateliers d'apprentissage	»	»	»	1	»	»	2	»	1	4
Cours professionnels	»	3	»	»	»	»	»	»	»	3
Écoles professionnelles	4	26	1	4	9	3	1	»	»	48
II. — Écoles pour garçons.										
Ateliers d'apprentissage, tissage	»	»	26	10	»	»	»	»	»	36
— — — pierres	»	»	»	»	14	8	»	»	3	25
Cours professionnels	2	3	2	5	1	4	»	»	»	17
Écoles professionnelles	2	12	5	7	2	7	1	»	1	37
Écoles Saint-Luc	»	2	»	1	1	1	»	»	»	5
Écoles industrielles	3	13	6	5	35	4	1	2	5	74
Écoles supérieures spéciales.	2	3	»	2	4	2	»	1	»	14
Cours commerciaux et scientifiques	2	5	2	3	»	1	»	»	2	18
TOTAUX.	44	114	69	69	133	81	19	13	29	571

Entre autres observations d'ordre général, au sujet de notre enseignement technique, les sections centrales précédentes avaient formulé le vœu de voir le Gouvernement se montrer moins exigeant quant aux conditions d'ordre pédagogique auxquelles est soumis l'octroi des subsides officiels, sinon pour les écoles industrielles, du moins pour les cours commerciaux et les cours professionnels.

Ce vœu vient d'être formulé, une fois de plus, dans son dixième et très

remarquable rapport d'inspection à la Députation du Hainaut, par M. A. Langlois, directeur au Gouvernement provincial (1).

Votre Section centrale s'est demandée aussi si l'intervention de l'État, tout en se gardant bien d'étouffer les initiatives particulières et tout en laissant aux intéressés ou aux institutions locales le soin d'organiser et de développer l'enseignement, ne pourrait pas parer à une des principales difficultés qui, dans maintes communes, s'oppose à la création de bons établissements d'instruction technique : l'absence de locaux convenables.

En effet, beaucoup de cours sont réduits à user des bâtiments des écoles moyennes et primaires et doivent ainsi subordonner les conditions de l'enseignement technique à toutes les exigences de l'enseignement ordinaire.

Lors de la discussion du Budget pour l'exercice 1901, plusieurs orateurs ont traité cette question de l'intervention de l'État dans les frais de construction et d'entretien des locaux des écoles industrielles et professionnelles.

L'honorable M. G. Francotte s'exprimait ainsi (2) :

« Il est de règle générale, dans l'administration, que le département n'intervient pas lorsqu'il s'agit de la construction même des écoles professionnelles. C'est la règle, et j'admets volontiers qu'il doive y avoir une limite, que le Gouvernement doive se défendre contre des exigences démesurées, contre des prétentions excessives.

» Je comprends qu'on refuse d'intervenir dans la construction d'une école professionnelle, lorsque cette école est bâtie dans une grande ville. Dans une grande ville, il y a des locaux communaux en abondance et il est rare de n'y pas trouver quelque place disponible. Si même cette ressource vient à manquer, il est toujours facile de louer sans grands frais les locaux nécessaires.

» Il n'en est pas de même dans les petites villes, dans les villages, aux alentours desquels s'exercent des industries, telles que l'industrie de la pierre, qui a si grand besoin d'un enseignement professionnel. Là, le plus souvent, il faut construire le local, et si l'État persiste dans cette règle de ne jamais intervenir par ses subsides dans la construction même, l'essor de l'enseignement professionnel en sera paralysé ; on empêchera d'une façon absolue la création d'écoles professionnelles dans les localités dont je parle. »

A la vérité, on a objecté que si l'État entreprenait lui-même la construction de locaux spéciaux pour les mettre à la disposition des communes en vue de la création de cours techniques, ces locaux pourraient recevoir quelque autre destination non prévue par l'État. Mais ne pourrait-il, du moins, intervenir sous forme d'annuité allouée aux communes qui auraient construit ces locaux pour cet enseignement, sauf à interrompre ces annuités dans le cas où ces locaux recevraient une autre affectation.

Votre Section centrale a cru utile de demander au Gouvernement quel

(1) *Bulletin mensuel de l'enseignement industriel et professionnel de la province de Hainaut*, 1905, p. 92 et suiv.

(2) *Ann. Parlem.*, session 1900-1901, p. 1507.

était aujourd'hui son avis sur cette question, qui, l'an dernier, était encore à l'étude.

QUESTION.

Le Gouvernement ne croit-il pas qu'il y aurait lieu pour l'État d'intervenir dans les frais de construction et d'entretien des locaux destinés aux écoles techniques ?

RÉPONSE.

L'État ne peut pas intervenir dans les frais de construction et d'entretien des locaux des écoles techniques.

Mon administration étudie la question de savoir si l'État pourrait intervenir dans les frais de location de ces immeubles, ou, lorsque ceux-ci sont la propriété des communes ou des commissions administratives, dans l'annuité correspondant à l'intérêt de la somme représentant les frais de construction de ces immeubles.

La première partie de cette réponse, pour être péremptoire, ne fournit aucun argument de nature à détruire les considérations très judicieuses développées dans la discussion du budget pour 1901.

La Section centrale se déclare plus satisfaite de la solution que le Gouvernement se propose de donner à un autre vœu rappelé par la Section de 1901.

QUESTION.

Le Gouvernement ne croit-il pas qu'il serait utile de créer un conseil de perfectionnement de l'enseignement technique ?

RÉPONSE.

Il entre dans les intentions du Gouvernement d'instituer un conseil de perfectionnement de l'enseignement technique.

Quel sera le rôle de ce conseil de perfectionnement ?

Suivant la réponse faite en 1897 à la Section centrale, il s'agira sans doute d'une « commission permanente qui serait chargée d'étudier les mesures propres à développer l'enseignement technique ainsi qu'à donner à l'initiative privée l'impulsion et les encouragements qu'elle est en droit d'attendre, en cette matière, des pouvoirs publics » (1).

Ce rôle est à peu près celui qui a été assigné en France au *Conseil supérieur de l'enseignement technique* par le décret du 5 janvier 1901 qui a créé cet organisme.

La législation sur les brevets.

Pour répondre à une observation faite au sein des sections, la Section centrale a adressé au Gouvernement la question suivante :

(1) Voir *Annales parlementaires*, Chambre des Représentants, 1900-01, p. 1773.

QUESTION.

Quelles sont les intentions du Gouvernement relativement à la revision de la législation sur les brevets ?

RÉPONSE.

Un avant-projet de revision de la loi sur les brevets d'invention a été élaboré par une commission spéciale instituée par arrêté ministériel. Ce travail a été soumis aux délibérations du Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce, qui a proposé un contre-projet. La revision de la législation sur les brevets doit faire l'objet d'un projet d'ensemble comprenant toutes les matières auxquelles s'étend la protection de la propriété industrielle. Dès que la commission spéciale aura terminé ses travaux sur les autres branches de la propriété industrielle, marques, dessins, etc., le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce sera consulté à nouveau et le Gouvernement arrêtera ensuite le projet définitif à soumettre à la Législature.

*L'esprit d'association économique et professionnelle.
Les classes moyennes.*

« Le groupement professionnel, écrivait récemment un de nos meilleurs économistes, est signalé avec raison comme un élément puissant de relèvement des classes sociales. L'histoire du passé et les expériences modernes, bien qu'avec des caractères fort différents, témoignent de sa force, qui peut d'ailleurs trop souvent aussi être mal dirigée (1) ».

Le législateur belge s'est inspiré de ces principes dans sa loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles. Il a aussi cherché à les répandre en inscrivant au Budget de l'Industrie et du Travail un crédit spécial en vue de la diffusion de l'esprit d'association économique et professionnelle.

Jusqu'à ce jour, les résultats de la loi de 1898 restent faibles. Ils sont contrariés non seulement par l'ignorance des intéressés, par la persistance de la routine, par certaines préventions politiques, mais aussi par les conditions étroites auxquelles la loi subordonne l'octroi de la personnalité civile. Les professions à but lucratif sont seules admises à bénéficier de cette faveur. Elles ne peuvent en jouir que si tous les membres de l'union concourent à la fabrication d'un même produit. Les règles imposées pour la modification des statuts, les formes et les conséquences de la dissolution paraissent trop rigoureuses à de nombreux groupements, préoccupés surtout, — et notre esprit national les excuse, — de liberté et d'indépendance.

Le tableau suivant renseignera la Chambre sur le nombre actuel de nos unions professionnelles reconnues et sur la manière dont elles se classent.

(1) V. BRANTS, *La petite industrie contemporaine*, Paris, V. Lecoffre, 1902, p. 172.

Unions professionnelles, légalement reconnues, existant au 30 juin 1903.

PROVINCES	NOMBRE DES COMMUNES où sont établies des unions	CATÉGORIES D'UNIONS.										FÉDÉRATIONS		TOTAL DES UNIONS et FÉDÉRATIONS	NOMBRE D'UNIONS RECONNUS EN			
		Ouvriers industriels.	Ouvriers et patrons.	Artisans.	Employés.	Personnes exerçant une profession libérale.	Commerçants.	AGRICULTEURS.										
								Agriculteurs proprement dits.	Laiteries.	Élevage.	Avicoles.	Apicoles.	Viticoles.	Horticoles.	Horticoles-apicoles.	D'UNIONS.		
																Agriculteurs.	Personnes exerçant une profession libérale.	
Anvers.	6	2	1	3	2	1	2	3	—	—	—	—	—	14	6	3	3	
Brabant	35	—	—	2	1	11	1	23	9	4	1	1	—	55	24	12	12	
Flandre occidentale. .	79	3	5	—	—	—	—	71	29	1	—	1	1	114	7	23	56	
Flandre orientale. . .	29	13	—	3	—	—	2	23	—	4	1	1	—	47	9	18	11	
Hainaut	49	4	—	—	—	1	—	28	13	8	—	—	—	53	22	6	17	
Liège	39	—	—	—	—	2	1	40	—	—	1	1	—	46	3	1	23	
Limbourg.	21	—	—	—	—	—	1	17	1	1	2	—	—	22	5	5	8	
Luxembourg	117	1	—	—	—	—	—	169	3	1	6	—	—	182	29	22	79	
Namur	69	1	—	—	—	—	—	52	12	6	1	—	—	74	3	6	63	
TOTAL. . .	444	24	6	8	3	15	7	426	1	67	12	1	7	1	108	96	143	274

C'est surtout dans le monde agricole, comme on voit, que la loi produit ses effets.

Il convient de signaler, comme une Union professionnelle d'un type intéressant et tout nouveau, l'*Union générale pour la protection du travail au port d'Anvers*.

La Section centrale a adressé diverses questions au Gouvernement :

QUESTION.

Quel est le détail de l'emploi fait en 1902 du crédit de 5,000 francs en vue de la diffusion de l'esprit d'association économique et professionnelle parmi les petits commerçants et les petits industriels, ainsi que chez les ouvriers ?

RÉPONSE.

a. Conférences pour encourager l'esprit d'association . . . fr.	1,232.90
b. Achat de brochures, souscriptions à des journaux . . .	2,350.40
c. Réunion et conférence des bureaux des syndicats de patrons du même métier	225.00
Fr. . .	<u>3,808.30</u>

QUESTION.

N'y aurait-il pas lieu, à raison du peu d'efficacité que semblent avoir jusqu'ici les propagandes des pouvoirs publics et des associations privées, d'établir une commission permanente qui chercherait à provoquer la création de nouvelles unions professionnelles ?

RÉPONSE.

La propagande des pouvoirs publics et des associations privées, en ce qui concerne les unions professionnelles, s'accroît de plus en plus; il n'est pas démontré jusqu'à présent qu'elle doive être suppléée par l'institution d'un organisme officiel de propagande.

QUESTION.

Où en sont les travaux de la Commission d'enquête chargée d'examiner la situation des classes moyennes? Est-il possible d'indiquer à quelle date approximative cette Commission aura terminé ses travaux ?

RÉPONSE.

La Commission instituée par l'arrêté royal du 10 avril 1902, pour s'enquérir de la situation des classes moyennes appartenant à l'industrie ou au commerce, et pour étudier les mesures qui pourraient améliorer leur condition, a terminé l'enquête orale dans les provinces d'Anvers, de la Flandre occidentale, du Limbourg, du Luxembourg et de Namur. Elle siègera pendant le mois de juillet dans la province de Liège.

Il n'est pas encore possible d'indiquer la date approximative à laquelle la Commission aura terminé ses travaux.

La Section centrale signale, pour en féliciter le Gouvernement, le dépôt d'un projet de loi récent qui est destiné à transformer notre loi sur les habitations ouvrières en une loi sur les habitations à bon marché, et qui ne peut manquer d'avoir d'excellents résultats pour nos classes moyennes.

Elle recommande en même temps au Gouvernement les recherches et les expériences auxquelles procèdent dans notre pays et ailleurs des hommes d'études et des techniciens, en vue de perfectionner l'outillage économique de la petite industrie et de favoriser les transmissions de force motrice à domicile.

L'enquête poursuivie en France et en Suisse, par MM. Julin et Ernest Dubois, sous les auspices de l'Office du Travail, si elle n'a pas justifié tous les enthousiasmes qu'a pu provoquer la perspective de la production décentralisée, relève cependant le progrès sérieux et fécond qui a suivi, dans certaines industries, l'introduction du moteur électrique dans les petits ateliers.

Les métiers autonomes et ceux où la concentration n'existe pas encore, pourraient tirer parti d'une diffusion de la force motrice qui se traduirait en épargne de travail, en augmentation de force de résistance, en facilité de vie.

Pour les choses qui se font en grandes masses, les avantages sont plus problématiques. L'artisan, en dépit de la machine, et peut-être à cause d'elle, restera exposé à la concurrence de la grande entreprise et à la dépendance du grand marchand. Malgré tout, les lois modernes de la division du travail et du perfectionnement indéfini de l'outillage continueront à l'étreindre.

Ces difficultés du problème ne sont pas niées par les défenseurs les plus ardents du moteur à domicile (1). Mais ils croient pouvoir y parer d'une manière victorieuse dans les métiers à produits spéciaux et à petite production, en assurant à l'ouvrier, en même temps que l'outillage, le capital, le groupement, l'organisation commerciale qui défendront son autonomie.

L'existence dans certains pays de coopératives ou groupes divers de petits industriels ou d'artisans en vue de se procurer les avantages des forces productives ou motrices puissantes, ou, plus simplement, en vue de perfectionner leurs instruments de travail à domicile, n'est pas ignorée par le Gouvernement belge, qui pourrait s'inspirer peut-être de ce qui se fait ailleurs, notamment en Autriche, pour favoriser chez nous des expériences d'un aussi grand intérêt social.

(1) J. VAN DRUNEN, *La philosophie de l'industrie*. Discours rectoral. Bruxelles, 1901. — G. DE LEBNER, *Le problème actuel de l'industrie à domicile*. Supplément économique à *l'Indépendance belge* des 27 février et 6 mars 1902. — CH. GLÉS DE PELICHY, Rapport au Congrès de la petite bourgeoisie de Namur (1901); *Les sociétés d'outillage*. — H. LAMBRECHTS, *L'amélioration de l'outillage dans les métiers bourgeois* (*Revue sociale catholique*, Louvain, 1902), — PAUL PIC et J. GODART, *Le mouvement économique et social dans la région lyonnaise*, t. I, p. 69 et suiv., p. 183 et suiv.

L'Inspection et la législation du travail.

L'Inspection du travail a fait l'objet de diverses observations en sections. Il a été demandé notamment qu'en vue d'assurer strictement l'observation de la loi sur le travail des femmes et des enfants, un délégué spécial fut adjoint, dans la Hainaut, à l'Inspection du travail, pour la surveillance des verreries.

Voici comment se répartissent les procès-verbaux dressés, en 1902, par l'Inspection du Travail, pour l'ensemble du pays :

Lois et règlements.	Nombre de procès-verbaux.	Nombre d'infractions relevées.
Loi du 13 décembre 1889 et arrêtés royaux concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels. . . .	178	309
Arrêtés royaux concernant la police des établissements classés, la salubrité des ateliers et la sécurité du travail	45	53
Loi du 16 août 1887 concernant le paiement des salaires aux ouvriers.	15	18
Loi du 13 juin 1896 sur les règlements d'atelier. . .	70	99
Totaux. . . .	308	479

La question des lavoirs dans les charbonnages a plus d'une fois été soulevée à la Chambre. On a fait valoir les inconvénients du régime actuel au point de vue moral et hygiénique.

D'autre part, on a objecté la répugnance qu'les ouvriers eux-mêmes opposeraient, dit-on, à leur usage. On a signalé aussi l'obstacle qui résulte du défaut d'emplacement dans nos vieilles installations, obstacle d'autant plus sensible que pour extraire une tonne de charbon, il faut chez nous plus d'ouvriers que partout ailleurs (1).

Après discussion, plusieurs membres de la Section centrale ont exprimé le vœu que l'établissement des lavoirs soit rendu obligatoire pour les mines de charbons. Ils insistent à tout le moins pour qu'on en fasse une condition de toute concession nouvelle.

Interrogé par la Section centrale, le Gouvernement a répondu en ces termes :

QUESTION.

Le Gouvernement ne croit-il pas qu'il serait utile d'imposer aux exploitants des mines de charbon l'installation de lavoirs-bains, chauffoirs, ainsi que de lieux d'aisance?

RÉPONSE.

En ce qui concerne l'établissement obligatoire de lavoirs-bains dans les mines de houille, l'on ne peut que se référer à la réponse qui a été faite à la

(1) Commission pour la revision des règlements de police sur les mines. Séance du 20 juillet 1899. Discours de M. Harzé.

section centrale chargée de l'examen du projet du budget du Département pour l'exercice de 1901.

L'installation de lavoirs-bains et de lieux d'aisance figure au nombre des mesures de prophylaxie qui seront proposées au prochain Congrès d'hygiène en vue de combattre l'ankylostomiasie.

Une série d'autres questions relatives à l'application de nos lois ouvrières ou à l'élaboration de lois nouvelles, ont été aussi adressées au Gouvernement. On lira avec intérêt les réponses qu'il y a faites.

QUESTION.

Le Gouvernement a-t-il pris des arrêtés en exécution de la loi du 2 mai 1899 concernant la sécurité et la santé des ouvriers employés dans les entreprises commerciales et industrielles ?

RÉPONSE.

En vue de l'exécution de la loi du 2 juillet 1901 concernant la sécurité et la santé des ouvriers employés dans les entreprises industrielles et commerciales, le département de l'Industrie et du Travail a élaboré des avant-projets d'arrêtés qui, conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi, ont été soumis à l'avis des sections compétentes des Conseils de l'industrie et du travail, des députations permanentes, des conseils provinciaux, du Conseil supérieur d'hygiène publique et du Conseil supérieur du travail.

L'examen des modifications proposées par ces divers collèges se poursuit activement ; une solution interviendra à bref délai.

QUESTION.

L'article 43 de la loi du 10 mars 1900 stipule que, dans l'année qui suivra la promulgation de cette loi, les sections compétentes des Conseils de l'industrie et du travail seront appelées à élaborer un précis des usages se rapportant aux professions qu'elles représentent et visant la nature de la rémunération, son montant, le temps, le lieu, les conditions de travail, la durée de l'engagement, l'obligation et le délai de congé. Cette consultation a-t-elle eu lieu et quels en ont été les résultats ?

RÉPONSE.

Conformément à un arrêté du 1^{er} mars 1901, les diverses sections des Conseils de l'industrie et du travail se sont réunies du 10 mars au 23 avril suivants aux fins d'élaborer un précis des usages en matière de contrat de travail.

Avant de pouvoir publier les résultats de cette consultation, il sera nécessaire de provoquer quelques réunions complémentaires.

QUESTION.

Quels sont les motifs qui retardent la mise en vigueur de la loi du 30 juillet 1901, réglementant le mesurage du travail des ouvriers ?

RÉPONSE.

Par arrêté royal du 28 octobre 1901, la date de la mise en vigueur de la loi du 30 juillet 1901 a été fixée au 1^{er} janvier 1902, et les fonctionnaires compétents ont reçu les instructions nécessaires en vue de veiller à la vérification et au poinçonnage des instruments de mesure légaux dont il est fait usage pour mesurer le travail des ouvriers.

D'autre part, le Département a recherché les dispositions diverses qu'il y aurait lieu de prendre, par application de l'article 3 de la loi, dans certaines industries, notamment dans les ateliers de tissage.

Conformément à l'article 4, les sections compétentes des Conseils de l'industrie et du travail ont été consultées au sujet de ces propositions, mais, malgré des rappels réitérés, plusieurs de ces collèges ont tardé à transmettre leur avis.

Un projet d'arrêté royal relatif à l'exécution de l'article 3 de la loi est actuellement en élaboration.

QUESTION.

Quelles sont les conclusions de l'enquête à laquelle le Département a fait procéder, par circulaire ministérielle du 21 août 1901, en vue : 1^o d'améliorer, s'il y a lieu, les conditions de l'exercice du droit de contrôle de l'ouvrier sur son travail, et 2^o, de rechercher la possibilité d'affichage des tarifs des salaires dans les lieux de travail ?

RÉPONSE.

Une note résumant l'enquête de l'Inspection du travail, au sujet de la possibilité de prescrire l'affichage des tarifs des salaires, a été communiquée à la section centrale instituée par la Chambre des Représentants, en vue de faire rapport sur la proposition de loi déposée le 3 mai 1902 (document n° 152) et modifiant la loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'atelier.

Conformément au désir de la section centrale, les Conseils de l'industrie et du travail seront prochainement appelés à donner leur avis à ce sujet.

En ce concerne l'enquête sur les conditions de l'exercice du droit de contrôle de l'ouvrier sur les mesurages, pesées, ou toutes opérations quelconques servant à fixer le salaire, les conclusions qui s'en dégagent sont les suivantes :

Il a été constaté que, sauf de rares exceptions, les industriels ne s'opposent pas à ce que les ouvriers exercent le droit de contrôle que leur reconnaît l'art. 10^{bis} de la loi du 16 août 1887.

Quant aux limites dans lesquelles les ouvriers usent de ce droit, la question peut se résumer comme suit :

1^o Bien que les patrons ne s'opposent pas à l'exercice du droit de contrôle, les ouvriers ne disposent pas toujours des éléments nécessaires pour vérifier pratiquement la quantité de travail, qu'ils ont effectuée. Le cas se présente notamment dans l'industrie textile quand il y est fait usage, pour

mesurer le travail, de certaines unités de compte telles que la pièce ourdie ou l'enseigne.

L'exécution de la loi du 31 juillet 1901 réglementant le mesurage du travail des ouvriers paraît devoir remédier à cette situation.

2° Quand les ouvriers sont à même de vérifier leur ouvrage, usent-ils de leur droit de contrôle ?

A moins que les ouvriers n'y soient tenus par le règlement de l'usine ou l'organisation du travail, ils usent peu de ce droit.

QUESTION.

Quelles sont les intentions du Gouvernement au sujet du dépôt d'un projet de loi sur le travail du dimanche ?

RÉPONSE.

Le projet de loi sur le repos hebdomadaire, élaboré par le Conseil supérieur du travail, ainsi que les documents réunis sur cette question par le Département de l'Industrie et du Travail, sont l'objet d'un attentif examen ; l'achèvement de cette étude sera hâté dans la mesure où la discussion de la loi sur les accidents du travail et l'élaboration de la nouvelle législation minière le permettront.

QUESTION.

Le Gouvernement ne compte-t-il pas saisir bientôt les Chambres d'un projet de revision de la loi sur les Conseils de l'Industrie et du Travail ?

RÉPONSE.

Le Gouvernement compte déposer prochainement un projet de revision de la loi organique des Conseils de l'Industrie et du Travail.

Les Conseils de prud'hommes.

L'article 125 de la loi organique des Conseils de Prud'hommes du 31 juillet 1889 dit :

« Il est alloué au greffier une indemnité annuelle à fixer par l'arrêté qui institue le conseil de prud'hommes. Ce traitement est à la charge de l'Etat.

» Les frais de papier, des registres et d'écritures, ainsi que les menus frais de bureau, sont supportés par le greffier. »

Aucune règle n'est établie pour la fixation de l'indemnité dont parle le premier paragraphe de cet article. L'arrêté d'institution d'un conseil de prud'hommes alloue au greffier une somme quelconque à titre de traitement, et, dans la suite, celui-ci ne subit presque pas de modification.

C'est ainsi que, pour certains conseils de prud'hommes, le traitement des greffiers qui s'y sont succédés est resté le même depuis quarante ans. Des

greffiers d'autres conseils de prud'hommes ont joui du même traitement pendant dix, quinze, vingt années et même plus longtemps.

Cette situation est peu encourageante pour des fonctionnaires dont le travail exige beaucoup de tact et d'intelligence, et qui sont la cheville ouvrière des juridictions dont ils font partie ; elle l'est d'autant moins que, d'après le mode de leur recrutement, ils n'ont pas le moindre avancement à espérer.

Le § 2 de l'article précité met à leur charge certaines dépenses très onéreuses. En effet, comme frais d'écriture et menus frais de bureau, certains greffiers ont à payer les frais de correspondance, d'affranchissement et d'impression nécessités par le service du conseil, et même le salaire du commis greffier qu'ils sont obligés de s'adjoindre. Depuis 1889, les greffiers de justice de paix sont divisés en quatre classes. Un traitement minimum, medium et maximum est établi pour chacune de ces classes. Rien de semblable pour les greffiers des conseils de prud'hommes dont aucun n'atteint le minimum de traitement d'un greffier de justice de paix de 4^e classe, bien que le chiffre d'affaires de beaucoup d'entre eux soit très supérieur.

QUESTION.

N'y aurait-il pas lieu d'adopter, en ce qui concerne le traitement des greffiers des conseils de prud'hommes, un système analogue à celui qui existe depuis 1889 pour les greffiers de justice de paix ? Tout au moins ne pourrait-on établir un barème en faveur des greffiers des conseils de prud'hommes et les décharger des frais de bureau, d'écriture, de correspondance, etc., qu'ils ont à supporter actuellement ?

RÉPONSE.

Il est constaté que l'importance réelle des divers conseils de prud'hommes n'est nullement en corrélation avec le chiffre de la population industrielle de leurs ressorts respectifs.

Ils convient donc, pour la détermination du taux des indemnités annuelles qui sont allouées aux greffiers de ces juridictions, de tenir compte, pour chaque conseil, indépendamment du nombre des chefs d'industrie et des ouvriers de la circonscription, d'une série d'autres éléments, tels que le nombre des affaires qui sont soumises chaque année au conseil, les états de service des greffiers en fonctions, le coût de la vie dans la localité du siège de la juridiction, etc.

Dans ces conditions, j'estime qu'il est impossible d'établir soit un barème de traitement, soit une classification analogue à celle qui a été adoptée pour les greffiers de justice de paix.

Quant à la question de savoir s'il y a lieu de décharger les greffiers des conseils de prud'hommes des frais de bureau, d'écriture, de correspondance, etc., elle sera examinée à l'occasion du travail de revision générale de la loi organique de ces conseils.

Les pensions de vieillesse.

Au moment où une nouvelle allocation annuelle de 3 millions de francs

vient d'être assurée au fonds des pensions, il était intéressant de connaître la situation financière de ce fonds, pendant le dernier exercice.

QUESTION.

Dans quelle proportion le crédit de 12,000,000 de francs voté au budget de 1902 pour être alloué au fonds spécial des dotations pour la constitution des pensions de vieillesse a-t-il été réparti aux diverses catégories de personnes qui bénéficient des primes d'encouragement de l'Etat et à celles qui profitent des dispositions transitoires de la loi du 20 mai 1900?

RÉPONSE.

Le total des allocations de 65 francs imputées en 1902 sur le fonds spécial des dotations s'est élevé à 13,850.295 francs.

La même année, une somme totale de fr. 1,747,116.80 a été allouée, à charge du même fonds, à titre de primes d'encouragement de l'Etat aux affiliés à la Caisse de retraite; sur cette somme, fr. 1,568.40 ont été alloués à des personnes affiliées individuellement à ladite caisse; le reste a été attribué aux personnes affiliées par l'intermédiaire de sociétés mutualistes reconnues.

Au sein des sections, certains membres, sans contester que des abus très nombreux aient été commis, ont critiqué la rigueur des derniers arrêtés relatifs à l'attribution des pensions. Il a été demandé aussi qu'en dehors des cas d'une gravité spéciale, aucune pension ne soit retirée à son bénéficiaire.

La Section centrale s'est demandée si, en vue de prévenir ces abus, les fausses déclarations ne devraient pas être l'objet d'une peine. Elle s'est demandée aussi si l'intervention des communes offrait toutes les garanties désirables, et si on ne pourrait pas sans inconvénient se passer de leur avis et se borner à leur demander des renseignements, sauf à confier à des sociétés de secours mutuels ou à certaines groupes, tels que les « Sauveurs », le soin des enquêtes. Au surplus, le meilleur moyen d'éviter les abus réside dans le dévouement et le zèle des comités de patronage, dont les membres peuvent, par leur action personnelle, vérifier bien souvent le mérite des demandes.

Une question a été adressée au Gouvernement pour répondre à un vœu formulé dans une des sections.

QUESTION.

N'y aurait-il pas lieu de régler d'une manière uniforme les indemnités à allouer aux membres ouvriers des commissions d'appel qui ont à statuer sur les demandes de pension de vieillesse ?

RÉPONSE.

Le taux des jetons de présence des membres ouvriers des commissions d'appel qui ont à statuer sur les demandes d'allocation de 65 francs est fixé d'une manière uniforme à 8 francs par jour de séance.

Les frais de déplacement de tous les membres de ces commissions, y compris les ouvriers, sont en outre remboursés, en vertu de l'article 7 de leur règlement organique, sur les bases établies pour les comités de patronage par l'arrêté royal du 18 octobre 1898 (10 centimes par kilomètre par voie ferrée et 50 centimes par voie ordinaire).

L'administration des mines.

La découverte de notre nouveau bassin a remis en question les conditions de notre régime minier. Il n'appartient pas à la Section centrale d'examiner ces problèmes dont la Chambre est d'ailleurs saisie par diverses propositions. Elle s'est bornée à demander au Gouvernement, à titre de renseignement, quel est le produit actuel de la redevance sur les mines, et si l'administration des mines est préparée à traiter en langue flamande, le cas échéant, certaines affaires relatives à l'exploitation du bassin flamand.

QUESTION.

Quel a été, pour 1902, et par siège d'extraction, le produit de la redevance sur les mines?

RÉPONSE.

Le produit net global des mines de houille, base de la redevance proportionnelle, a été, pour l'exercice 1902 (opérations de 1901), de 55 millions 27,150 francs.

Pour l'exercice 1903 (opérations de 1902) le même produit, d'après les estimations de l'Administration des Mines, n'atteindra que le chiffre de 56,209,200 francs.

La redevance proportionnelle perçue au profit du Trésor s'élève à 5 fr. 1/8 p. c. (dont 2 1/2 p. c. en principal, plus 23 centimes d'additionnels) des sommes renseignées ci-dessus.

Quant à la redevance fixe de 10 centimes par hectare, elle s'est élevée, en 1902, à fr. 15,930.23. Elle ne subit guère de modification d'une année à l'autre.

QUESTION.

L'Administration des Mines s'est-elle mise en mesure de pouvoir traiter les affaires en langue flamande, le cas échéant?

RÉPONSE.

En ce qui concerne l'Administration centrale des Mines, le personnel comprend actuellement un nombre suffisant de fonctionnaires connaissant le flamand pour traiter les affaires en cette langue.

D'autre part, le corps des Ingénieurs des Mines compte déjà quelques fonctionnaires connaissant le flamand et qui pourront être placés en service dans les provinces flamandes lorsque les travaux de notre nouveau bassin houiller l'exigeront.

De plus, un arrêté royal du 27 juin 1902 a introduit la langue flamande dans le programme des concours pour le recrutement du personnel du corps des Mines.

Le service géologique.

Dans son rapport pour 1902, la Section centrale signalait qu'il y aurait une réelle utilité pour le Gouvernement de recourir, d'une manière plus régulière, en vue des travaux publics, au concours du Service géologique.

En maintes circonstances d'ailleurs, les administrations de l'Etat ont réclamé des consultations à ce Service, notamment au sujet des gisements de tourbe en Belgique et de l'assainissement des terrains fangeux de la plaine des Fagnes, près de Spa ; au sujet de la construction de viaducs et de bâtiments importants, réclamant une étude préalable pour sondages, pour s'assurer de la nature du sous-sol, qui, dans certains cas, peut provenir de glissements ou d'éboulements de pentes, ce qu'une étude géologique attentive peut seule déceler. D'autre part, les nombreux sondages de prospection exécutés par le Service géologique ont permis à celui-ci de lever deux coupes géologiques détaillées : celle de la vallée de la Senne, à partir de Ronquières, et de son prolongement à partir de Vilvorde jusqu'à Boom, et celle des terrains redoutés des constructeurs, qui suivent le tracé de la nouvelle voie ferrée directe entre Bruxelles-Midi et Gand Saint-Pierre. Le Service a fait aussi l'étude géologique complète des terrains à traverser par la nouvelle ligne de ceinture de Schaerbeek au Quartier-Léopold, ainsi que de ceux de la ligne de jonction souterraine Bruxelles-Nord Bruxelles-Midi. Il était désirable cependant que des rapports plus réguliers, et non plus des rapports de clients intermittents, fussent établis entre les services techniques de nos administrations publiques et le Service géologique.

« En même temps que la science tire un grand parti d'études préliminaires effectuées en vue de travaux aussi considérables, on peut être assuré que ces derniers s'exécuteront avec d'autant plus de sécurité et d'économie, que la nature et la disposition des terrains rencontrés auront été mieux précisés et que, par la conservation méthodique des relevés de chaque sondage et des échantillons de terrains qui s'y rapportent, on évitera des contestations, souvent fort onéreuses, de la part des entrepreneurs (1). »

Une dépêche ministérielle du 17 février 1903 adressée par M. le Ministre des Finances et des Travaux publics à son collègue de l'Industrie et du Travail a fait droit au vœu exprimé au sein de la Section Centrale de 1902. Il est dit dans cette dépêche qu'à l'avenir « le Gouvernement n'entreprendra plus un seul travail réclamant la connaissance du sol et du sous-sol sans recourir au Service géologique. »

Nul doute qu'on ne doive recueillir de bons résultats de cette innovation.

Quant à la *carte géologique*, on peut, dès aujourd'hui, la considérer comme terminée, sauf quelques rares planchettes dont la publication est retardée à

1) M. MOURLON, *Referendum bibliographique, précédé de l'exposé des principaux résultats scientifiques et économiques du Service géologique de Belgique*. (Annales de la Société de géologie de Belgique, T. XXX.)

cause de l'état de santé des titulaires ou par suite des résultats nouveaux fournis par les sondages profonds en Campine. Au fur et à mesure que chacune des 226 feuilles (à l'échelle du 40,000^e) dont elle se compose sera épuisée, comme c'est le cas déjà pour plusieurs d'entre elles, il y aura lieu pour les tirages ultérieurs, d'utiliser tous les documents du Service qui s'y rapportent.

La *carte agricole* est en bonne voie de préparation par suite d'une entente intervenue entre le Service géologique et les services agronomiques ressortissant au Ministère de l'Agriculture.

Ajoutons à ces renseignements que le Gouvernement, à raison de l'extension prise par les différentes sections du Service géologique, a décidé le transfert provisoire de celui-ci dans une partie des locaux du Parc du Cinquantenaire, accueillant, comme on sait, pour les installations les plus hétérogènes.

Grâce à ces nouvelles dispositions, il sera possible au Service de donner un beaucoup plus grand développement à ses laboratoires, à ses collections stratigraphiques et paléontologiques, à ses appareils de prospection ainsi qu'à sa bibliothèque et à son Répertoire universel des travaux concernant les sciences géologiques.

L'Ankylostomiasie.

L'ankylostomiasie est due, comme on sait, à un petit ver avide de sang que l'on rencontre accidentellement dans l'intestin de l'homme.

Les symptômes de cette maladie sont ceux de l'anémie, avec laquelle elle a été souvent confondue. Elle ne paraît pas prendre naissance dans les mines; elle y est introduite par les hommes qui en sont atteints.

Elle se propage par l'absorption des larves du parasite.

Elle semble avoir été reconnue une première fois en 1884, dans le bassin de Liège, chez un ouvrier d'un charbonnage, où l'on croit qu'elle fut apportée par des ouvriers ayant travaillé au tunnel du Saint-Gothard.

Éteinte, ou paraissant éteinte, elle reparut en 1894, dans un autre charbonnage de la même région et depuis elle s'est étendue à des exploitations voisines. Dans la suite, les cas se sont régulièrement multipliés et il est avéré que les mines de toute une région du bassin de Liège sont infectées par la maladie. La population minière du Hainaut n'en est pas indemne.

Des mesures d'ordre général, inspirées par la commission médicale de la province de Liège, ont été prises. Il en est d'autres dues à l'initiative intelligente de plusieurs directeurs de charbonnages contaminés et des groupements ouvriers.

Dans sa séance du 20 juillet 1899, la commission pour la révision des règlements de police sur les mines, présidée par M. Harzé, arrêtait un projet de réglementation empruntant sa base juridique à la loi sur la salubrité et la sécurité du travail industriel.

Ce projet a été soumis à la consultation des sections houillères des Conseils de l'industrie et du travail du royaume. Deux d'entre elles n'ont présenté

aucune objection de principe. Douze se sont déclarées nettement opposées à toute réglementation officielle, la considérant comme inutile et vexatoire. Neuf, sans être hostiles au principe d'une réglementation, opposent au projet des objections qui tendraient à y faire apporter d'importantes modifications. Enfin, trois n'ont pas délibéré.

D'autre part, le Gouvernement a institué, depuis plusieurs années, une enquête sur l'ankylostomiasie dans les divers bassins houillers. La section centrale a voulu être renseigné sur l'état de cette enquête, qui paraît être singulièrement laborieuse.

QUESTION.

Quel est l'état actuel de l'enquête sur l'ankylostomiasie et les mesures prophylactiques à prendre contre elle?

Les cas constatés sont-ils plus ou moins nombreux que précédemment, dans les divers bassins?

RÉPONSE.

L'enquête est presque terminée dans la province de Liège. Elle est moins avancée dans la province de Hainaut; bien que la présence de l'ankylostomiasie y ait été constatée, les cas de morbidité paraissent peu nombreux et, par suite, les investigations offrent plus de difficultés.

En ce qui concerne les mesures prophylactiques à prendre, la question est à l'ordre du jour du congrès international d'hygiène qui se réunira à Bruxelles au mois de septembre prochain et il importe de tenir compte de ses délibérations.

L'absence d'enquête antérieure ne permet pas d'établir de comparaison entre la situation actuelle et la situation à une époque plus reculée, au point de vue du nombre, soit des personnes infestées (*Wurmträger*), soit des personnes malades (*Wurmkranken*).

La fabrication et l'emploi de la céruse.

Des études scientifiques, nombreuses et autorisées, ont démontré depuis longtemps l'insalubrité des couleurs de plomb. Des cas d'empoisonnement par le plomb se produisent dans les plomberies, les zingueries, les poteries, les fonderies de caractères, les entreprises de gaz et d'eau, les fabriques de limes, etc. (1). Mais le danger apparaît comme particulièrement flagrant pour les ouvriers cérusiers, peintres en bâtiments, enduiseurs, etc., que leur profession oblige à la manipulation de la céruse.

Un très grand nombre de ces ouvriers sont atteints chaque année par la *colique saturnine*, la *sclérose prématurée des artères*, cause permanente d'apoplexie cérébrale et pulmonaire, la *paralysie* et d'autres maladies graves provoquées par l'intoxication plombique.

(1) *Compte rendu de la deuxième assemblée générale du comité de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, tenue à Cologne, les 26 et 27 septembre 1902* (Paris, Soudier, 1905, p. 58 et suiv.).

L'avenir même des futures générations est compromis quand le père et la mère ou l'un d'eux sont victimes d'intoxication saturnine; celle-ci est une cause très fréquente d'avortement.

D'autre part, il ne faut pas croire que les ouvriers et leurs familles soient seuls victimes de l'emploi de la céruse. « Le danger est également grand pour les personnes qui occupent des appartements nouvellement peints ou restaurés. Les poussières plombiques dégagées des murs et boiseries par le grattage, le ponçage, etc., qui restent plus ou moins attachés dans les coins et réduits, sont, par les soins du ménage, mis en mouvement dans l'atmosphère des chambres où on les absorbe par la respiration. Plusieurs cas d'intoxication ont été constatés dans ces conditions, et les cas les plus graves ont été observés chez les enfants » (1).

Cette situation a éveillé depuis longtemps, dans divers pays, l'attention des pouvoirs publics.

Dès 1849, un arrêté du ministre des travaux publics de France prescrivait déjà la substitution du blanc de zinc au blanc de plomb dans les travaux de peinture à exécuter dans les bâtiments de l'État.

Un coup d'œil jeté sur le *Bulletin de l'Office international du travail pour l'année 1902*, permet de se rendre compte de l'importance grandissante que la question de la céruse occupe dans la législation la plus récente. Le *Bulletin* signale en effet que, pendant cette année, la réglementation de ce produit a fait l'objet de lois ou décrets en Allemagne, en Autriche, en Belgique, en France, dans le canton de Neuchâtel et en Prusse.

A vrai dire, en Belgique, la réglementation n'a porté jusqu'ici que sur la fabrication de la céruse. Elle ne touche en aucune façon à son emploi.

Cependant l'emploi de ce dangereux produit présente plus de dangers encore que sa fabrication.

C'est ce qui résulte notamment de l'intéressant rapport de M. l'architecte Van Langendonck aux comités de patronage d'Ixelles et de Schaerbeek, dans lequel, après avoir constaté qu'à Bruxelles-Ville, sur un total de 1,269 ouvriers et ouvrières ayant atteint l'âge de 65 ans, il ne se trouve plus un seul ouvrier peintre et que dans les faubourgs la proportion est tout à fait infime, le rapporteur formule les conclusions suivantes :

« La corporation des ouvriers peintres fournit jusqu'à 75 p. c. des saturnisés. Sur ce nombre, 50 p. c. ont une issue fatale, tandis que la plupart des autres ont leur santé altérée pour le restant de leurs jours et que ces effets se font sentir jusque dans leur progéniture ;

» Les ouvriers cérusiers ne fournissent qu'un pourcentage infiniment inférieur d'intoxiqués saturnins aux premiers, d'où il résulte que c'est surtout dans les travaux de peinture qu'il faut interdire son emploi. »

Dans sa séance du 30 juin 1903, la Chambre des députés de France vient

(1) La substitution du blanc de zinc au blanc de plomb. — Rapport présenté aux comités officiels de patronage des habitations ouvrières et des institutions de prévoyance d'Ixelles-Elterbeek et de Schaerbeek-Saint-Josse-ten-Noode, par M. Louis Van Langendonck, architecte. (Bruxelles, Lombaerts, 1902, p. 15.)

de voter un projet de loi, en vertu duquel, dans tous les ateliers, chantiers, bâtiments en construction ou en réparation, et généralement en tout lieu de travail où s'exécutent des travaux de peinture en bâtiments, l'emploi de la céruse et de l'huile de lin lithargirée sera interdit dans tous les travaux d'impression, de rebouchage et d'enduisage.

L'article 3 de la loi ajoute :

« Dans un délai de trois années, à partir de la promulgation, l'interdiction s'étendra à tous les travaux de peinture, de quelque nature que ce soit, exécutés à l'intérieur des bâtiments. »

La Section centrale a demandé au Gouvernement s'il ne jugeait pas utile de prendre des mesures législatives ou administratives pour combattre une maladie professionnelle aussi redoutable.

QUESTION.

Le Gouvernement ne juge-t-il pas qu'il y a lieu pour lui de saisir les Chambres d'un projet de loi interdisant la fabrication et l'emploi de la céruse (blanc de plomb). Tout au moins n'y aurait-il pas lieu d'exiger la substitution du blanc de zinc au blanc de plomb dans les travaux entrepris par les pouvoirs publics?

RÉPONSE.

La fabrication de la céruse est réglementée par les arrêtés royaux du 31 décembre 1894 et du 17 novembre 1902; il y aura lieu éventuellement d'examiner si les prescriptions contenues dans ces arrêtés ne doivent pas être complétées en vue d'amener une réduction considérable, si pas la disparition totale des dangers que présente cette industrie.

Quant à l'emploi de la céruse, le Département de l'Industrie et du Travail étudie la question de savoir s'il convient de prendre des dispositions spéciales par application de la loi du 2 juillet 1899 concernant la santé et la sécurité des ouvriers.

D'autre part, le Conseil supérieur d'hygiène publique, saisi par le Département de l'Agriculture de la question, a exprimé le vœu que les administrations publiques inscrivent dans les cahiers des charges, pour les entreprises de peintures qui leur incombent, une clause défendant l'emploi de la céruse.

En suite de ce vœu, des instances ont été faites par le service de santé et d'hygiène publique auprès des grandes administrations du royaume afin qu'elles proscrivent l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture qu'elles font exécuter.

Cette réponse semble écarter l'intervention de mesures impératives, au moins immédiates.

Nous n'ignorons pas d'ailleurs les objections, pour la plupart d'ordre technique, que l'on oppose à l'interdiction absolue de la céruse, et nous concevons que de nouvelles études puissent être utiles avant que l'on songe à la prescrire. Mais, d'autre part, nous croyons que les graves intérêts

qui sont ici en cause ne peuvent être perdus de vue par les pouvoirs publics et qu'il leur appartient d'adopter dans leurs entreprises, ne fût-ce qu'à titre d'expérience, une mesure qui leur est instamment recommandée par le Conseil supérieur d'hygiène publique.

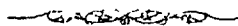
C'est à l'unanimité de ses membres que la section centrale a l'honneur de vous proposer l'adoption du budget.

Le Rapporteur,

Le Président,

H. CARTON DE WIART.

E. NERINCX.



INDEX.

Considérations générales	1
Le renouvellement des traités de commerce.	3
La marine marchande	4
L'enseignement technique	10
La législation sur les brevets	13
L'esprit d'association économique et professionnel. Les classes moyennes . . .	14
L'inspection et la législation du travail	18
Les Conseils de prud'hommes	21
Les pensions de vieillesse	22
L'administration des mines.	24
Le service géologique.	25
L'ankylostomiasie	26
La fabrication et l'emploi de la céruse.	27

(32)

1,
(N^o 182.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 30 JUNI 1903.

Begrooting voor het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, dienstjaar 1903 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER CARTON
DE WIART.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van begrooting voor het Ministerie van Nijverheid en Arbeid in 1903, bedroeg eerst 16,684,500 frank.

Dit cijfer werd verhoogd met drie miljoen frank, ten gevolge der goedkeuring van de wet van 18 Februari 1903, zooals blijkt uit onderstaanden brief, overgemaakt aan de Middenafdeeling.

« Brussel, 19 Februari 1903.

» *Den Heere Voorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers,
te Brussel.*

» MIJNHEER DE VOORZITTER,

» Ik heb de eer U ter kennis te brengen dat, doordien de wet van den 18ⁿ der loopende maand Februari, door haar artikel 8, de som verhoogde, welke jaarlijks wordt toegekend aan het bijzonder fonds voor de ouderdomspensioenen, onderstaande wijzigingen dienen toegebracht te worden aan het ontwerp van begrooting voor het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, dienstjaar 1903 :

(1) Begrooting, n^o 4, VIII.
Amendement, n^o 49.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer NENINCK, bestond uit de heeren MÉLOT, CAYROT, VERHAEGEN, CARTON DE WIART, PETIT, HUYSHAUWER.

» 1^o Het gedeelte van den tusschen haakjes geplaatsten tekst van artikel 23 te vervangen door :

« (Article 11 de la loi du 10 mai 1900, modifié par l'article 8 de la loi du » 18 février 1903). »

« (Artikel 11 der wet van 10 Mei 1900, gewijzigd door artikel 8 der wet » van 18 Februari 1903). »

» 2^o Het krediet, onder gemeld artikel uitgetrokken, te verhoogen met 3 miljoen frank.

» Ten gevolge van die verhooging, beloopt gemelde begrooting :

» In gewone uitgaven fr. 19,559,500 »

» In buitengewone 125,000 »

Te zamen fr. 19,684,500 »

» Aanvaard, Mijnheer de Voorzitter, de verzekering mijner hoogachting.

» *De Minister,*

» P. DE SMET DE NAEYER. »

Dit cijfer van 19,684,500 frank is 3,235,700 hooger dan de kredieten die waren toegekend voor het dienstjaar 1902 en 16,448,800 frank bedroegen.

Ongeminderd de bijdrage in het bijzonder fonds voor de ouderdomspensioenen, geldt deze verhooging vooral de jaarwedde der ambtenaren, beambten en dienstlieden (45,000 frank meer); de toelagen aan de inrichtingen van nijverheids-, beroeps-, handels- en huishoudonderwijs (175,000 frank meer); de uitgaven voor den arbeidsdienst (9,500 frank meer); die voor het toezicht over den arbeid en over de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen (20,000 frank meer); de jaarwedde en verplaatsingskosten voor den Raad der mijnen (9,700 frank meer).

Anderzijds voorziet het ontwerp eene vermindering van 20,000 frank op het krediet onder artikel 25, waarmede tot hiertoe werden betaald de vergoedingen voor buitengewone werken, noodig gemaakt door de uitvoering der wet op de ouderdomspensioenen.

De nijverheidsopneming ook gansch geeindigd zijnde, zoo kon het cijfer der buitengewone uitgaven worden verminderd met 50,000 frank en daalt het cijfer van 175,000 tot 125,000 frank.

* * *

De begrooting werd eenparig goedgekeurd in de 1^o, 2^o, 3^o en 6^o afdeeling. In de 4^o, met eenparige stemmen min eene onthouding. In de 5^o afdeeling, met eenparige stemmen min éne.

In de verslagen der afdeelingen komen verschillende opmerkingen voor, die werden onderzocht door de Middenafdeeling : over vele dezer, werden aan de Regeering vragen gesteld.

Vernieuwing der handelsverdragen.

Uit de onlangs verschenen Algemeene tabel van België's handel met vreemde landen in 1902, kan men opmaken hoe sterk zoowel onze invoer- als onze uitvoerhandel toenam, niet alleen de algemeene, maar ook de bijzondere handel.

In 1902, bedroeg de algemeene invoerhandel 18,599,000 ton, ter waarde van 3,959,600,000 frank. In 1901, beliep hij 16,421,100 ton, ter waarde van 3,640,600,000 frank. Dus 13.3 t. h. ton en 299,000,000 frank meer.

In 1901 bedroeg de algemeene uitvoerhandel 17,232,400 ton, ter waarde van 3,239,000 frank; hij steeg in 1902 tot 18,400,000 ton, waarde 3,473,200 frank, dus voor 1902 eene vermeerdering van 1,167,600 ton of 6.8 t. h. en eene meerdere waarde van 233,800,000 frank, of 7.2 t. h.

De bijzondere invoerhandel bedroeg 15,025,200 ton in 1902, ter waarde van 2,580,700,000 frank, tegen 13,550,000 ton, ter waarde van 2,221,000,000 frank in 1901. Dus is er voor 1902 eene vermeerdering van 1,475,200 frank, of 10.9 t. h., en van 159,700,000 frank of 7.2 t. h. op de waarde.

Voor den bijzonderen handel, werden in 1902 uitgevoerd 14,853,000 ton, ter waarde van 1,925,000 frank, terwijl deze cijfers in 1901 bedroegen 14,352,000 ton, ter waarde van 1,828,200,000 frank, zoodat de cijfers van 1902 op die van 1901 eene gewichtverhooging geven van 502,000 ton, of 3.5 t. h., en eene waardevermeerdering van 97,300,000 frank, of 5.3 t. h.

Moet het overzicht van deze cijfers voldoening baren, des te meer hebben wij te denken aan den toestand, waarin onze nijverheid en 's lands arbeid zullen verkeerden na afloop van onze handelsverdragen met Duitschland en Oostenrijk-Hongarije.

De Kamer weet dat die verdragen tot 31 December 1903 van kracht blijven. Na dien datum, vervallen zij een jaar na den dag waarop eene of andere verdragsluitende partij ze opzegt. Dus hangen de onderhandelingen tot vernieuwing van die verdragen af van de opzegging door een der onderteekenende Staten. Doch zonder deze onderhandelingen af te wachten, en na het advies van den Hooger-Raad voor Nijverheid van Koophandel te hebben ingewonnen, hebben de bevoegde ministeriën elkander verstaan om maatregelen te beramen, ten einde door gepaste practische nasporingen de algemeene inlichtingen aan te vullen, welke de Hooger-Raad heeft ingewonnen.

Daartoe werd een bijzondere dienst ingericht door het Toezicht over de nijverheid, en een ingenieur der mijnen werd er opzettelijk aan toegevoegd.

Voor dezen dienst is een tijdelijke last van 5,000 frank onder artikel 7 dezer Begrooting uitgetrokken.

Koopvaardijvloot.

Bij het onderzoek der best geschikte middelen om onzen uitlandschen handel en onzen doorvoerhandel nog uit te breiden, wijdde de Midden-

afdeeling dit jaar andermaal hare aandacht aan het vraagstuk der koopvaardijvloot.

Dit vraagstuk, waarvan de Koning onverpoosd het gewichtige deed uitschijnen, werd in de jongste tijden gerijpt door ernstige opsporingen en onderzoekingen. Door studie- en propagandaverenigingen, door bijzondere geschriften, door vereenigingen en voordrachten werd de openbare denkwijze allengskens op de hoogte der zaak gebracht.

Deze pogingen werden niet vruchteloos aangewend. De koopvaardijvloot is eene volkszaak geworden.

Alle bezwaren zijn, voorwaar, nog niet uit den weggeruimd.

Nog wordt door sommigen beweerd dat het voor ons zoo voordeelig is de schepen te huren, ons door naburen geleverd, dan zelf ten grooten koste zeevaartlijnen in te richten, die zouden te strijden hebben tegen de internationale vervoermiddelen en tegen machtige samenspanningen, en, in elk geval, niet kunnen voorzien in de buitengewone onderverdeeling van de verzendingen, die thans den overzeeschen handel kenmerkt. Zij houden het er voor dat de reeds aangevangen hervormingen van meer dadelijk en practisch nut zijn, bij voorbeeld de herinrichting onzer consulaten en kamers van koophandel, — het stichten van handelsscholen, tot opleiding van jongelingen die kantoren in den vreemde willen oprichten en ons zullen inlichten over de behoeften, de gewoonten, den smaak van buitenlandsche afnemers, — het oprichten van Belgische financieele inrichtingen in den vreemde, of ten minste het tot stand brengen van een stelsel van hulpkantoren of correspondenten, om den Belgischen nijveraars te veroorloven *rechtstreeks* uit te voeren, terwijl hij zich thans al te vaak moet wenden tot Engelsche uitvoerhuizen, die uit hem groote winst halen en een ander merk geven aan zijne voortbrengselen.

Maar is het niet ook en vooral door middel eener koopvaardijvloot dat wij onze nijverheid zouden veroorloven rechtstreeks uit te voeren?

Deze rechtstreeksche uitvoer, welke zoo goed zou opwegen tegen het beschermingsstelsel onzer naburen en tegen mogelijke verhooging onzer inkooprijzen, kunnen wij niet waarborgen, zoo wij bezwaard blijven door eene afhankelijkheid, ten gevolge waarvan wij thans alles moeten voortbrengen tegen aanzienlijke kosten, voor ver verspreide afnemers die ons niet kennen, in plaats dat wij enkel eenige winstgevende artikelen zouden voortbrengen, met het oog op regelmatigere klanten. Kunnen onze vervoerders, — onze mededingers — niet vroeg of laat, onder den invloed van eene huishoud- of staatkundige reactie, niet hunne vrachtprijzen verhoogen, ten voordeele van hun eigen handel?

Voor al deze beschouwingen doen velen meer en meer eraan denken gebruik te maken van onze zee grens en middelen daartoe aan te wenden : aanwerving van zeelieden, bouwen en uitreeden van schepen.

Als gevolgtrekking van eene merkwaardige studie, zegde een onzer achtbare medeleden, de heer L. Hubert, « dat eene nationale koopvaardijvloot

voor ons onontbeerlijk is, willen wij den bloei onzer nijverheid en de overvloedigste bron van arbeid in stand houden ». (1)

Dat is ook het gevoelen der Belgische maatschappij van Ingenieurs en Nijveraars, wier studiecomiteit, na een lang en gewetensvol onderzoek, waaraan meermaals hulde werd gebracht, de volgende bepalingen aannam :

« 1° Wil België niet vervallen, van den rang welken het bekleedt, zoo moet het, naar 't voorbeeld der volken waarmee het mededingt, spoedig in ruime mate zijne betrekkingen en bedrijvigheid naar overzeesche landen uitbreiden ;

» 2° Deze behoefte kan het slechts dan bevredigen, wanneer het zijne koopvaardijvloot uitbreidt, want thans staat deze in geene verhouding tot den omvang van zijnen handel en zijne nijverheid ;

» 3° De vreemde schepen, die thans onze havens aendoen, kunnen, met het oog op de daarbij betrokken algemeene belangen, niet het gemis van eene nationale koopvaardijvloot vergoeden ;

» 4° Bijgevolg moet België vastberaden de zee-nijverheidstakken aandurven, 't is te zeggen vervoer ter zee, bouwen van zeeschepen en de daarmee verwante bedrijven ;

» 5° In deze betrekkingen, evenals in deze nijverheidstakken, zal het een nieuw overvloedig en bestendig voedsel vinden voor 's lands arbeid en handel, zoo niet zouden zij ten onderen gaan in de internationale mededinging ;

» 6° Daarin zal het ook, tot grooten vooruitgang der lichamelijke en zedelijke opleiding harer bevolking, de gezonde en versterkende bestanddeelen putten, welke worden verschaft door het zeemansleven, door reizen en verre en stoute ondernemingen ;

» 7° Eindelijk, daarin zal het voor zijne kapitalen nieuwe winstgevende belegging vinden, want het is bewezen dat vervoer ter zee en scheepsbouw, worden zij met bevoegdheid uitgeoefend en beschikken zij over de noodige bestanddeelen, voorzeker winstgevende bedrijven zijn.

» 8° België beantwoordt nog slechts in beperkte mate aan de vereischen voor zijne ontwikkeling ter zee, doch ongetwijfeld is het in staat ze te verwezenlijken ;

» 9° Dus is het van allereerste en van dringend nationaal belang, de maatregelen te bestudeeren en aan te wenden, die in staat zijn België vooruit te helpen op de baan van zeevaartnijverheid. »

Een bezoek aan de onderscheidene en aanzienlijke inrichtingen te Hoboken is van aard om reeds nu te bewijzen hoe verre België vooruitgang in zake van scheepsbouw.

Doch tot hiertoe bouwen wij nog schier uitsluitend schepen voor anderen.

De getalsterkte der Belgische koopvaardijvloot blijft beklagenswaard. In

(1) *La marine marchande nationale*, voordracht ter vergadering van den Belgischen bond voor de zeevaart, gehouden door den heer L. Hubert, blz. 12, Brussel, 1902.

1901 telden wij 72 schepen en thans 73 (1). Daarentegen is onze gezamenlijke tonnemaat, die 110,457 ton bedroeg, gedaald tot 106,182!

Dus is het te begrijpen dat het aandeel onzer vlag in de zeevaartbeweging meer en meer onbeduidend is.

In 1902 bedroeg, voor de *zeilschepen*, de verhouding der *aankomst* 0.5 t. h. op het getal schepen (tegen 1.2 t. h. in 1901). In 1901 was de verhouding der tonnemaat 0.2 t. h. In 1902 bleef zij beneden 0.1 t. h.

Het aandeel voor de *uitgevaren* schepen daalde van 1.2 t. h. in 1901 tot 0.3 t. h. in 1902, wat het getal schepen betreft, en van 0.2 t. h. in 1901 tot min dan 0.1 t. h. in 1902 voor de tonnemaat.

Ook de cijfers der stoomvaart getuigen van achteruitgang.

In 1901 telde de Belgische vlag voor 24.1 t. h. in het getal *aangekomen* schepen en voor 15.2 t. h. in de tonnemaat; in 1902, nog slechts voor 22.6 t. h. en 13 t. h.

24 t. h. was in 1901 ons aandeel in de *vertrokken* stoomschepen. In 1902 daalde het tot 22.7 t. h. De tonnemaat., 15 t. h. in 1901, zonk in 1902 tot 13.3 t. h.

Door de hier volgende tabel kent men den toestand der koopvaardijvloot op het einde van ieder jaar, sedert 1861, toen de Hertog van Brabant, kort voor de vrijmaking der Schelde, in den Senaat zegde : « Niet langer zult gij dulden dat wij alleen, onder de landen die havens en eene zeegrens bezitten, voor 't meerendeel van onzen uitvoer afhankelijk blijven van den vreemde. »

(1) De 75 schepen, op 31 December 1902 bestaande, zijn aldus verdeeld onder de volgende havens :

Antwerpen	66 schepen met	104,779 ton.
Gent	2 — —	500 —
Nieuwpoort.	1 schip —	583 —
Oostende	4 schepen —	318 —

	GETAL			TONNEMAAT			Gemiddelde tonnermaat per	
	zeil- schepen.	stoom- schepen.	TOTAAL.	zeil- schepen.	stoom- schepen.	TOTAAL.	zeilschip.	stoom- boot.
1861. . . .	103	8	111	27,252	4,484	31,736	265	560
1862. . . .	96	7	103	25,663	3,284	28,947	267	469
1863. . . .	91	6	97	24,533	2,714	27,247	270	452
1864. . . .	99	8	107	30,902	4,075	34,977	312	509
1865. . . .	104	8	112	35,509	4,210	39,729	344	527
1866. . . .	91	7	98	33,239	4,686	37,925	365	669
1867. . . .	81	9	90	31,198	6,357	37,555	385	706
1868. . . .	68	11	79	23,141	8,752	31,893	340	796
1869. . . .	67	12	79	23,981	8,762	32,743	358	730
1870. . . .	55	12	67	20,648	9,501	30,149	375	791
1871. . . .	48	12	60	17,262	8,742	26,004	360	728
1872. . . .	40	19	59	16,205	16,141	32,346	405	850
1873. . . .	41	28	69	16,434	30,005	46,439	401	1,072
1874. . . .	33	24	57	14,925	30,397	45,322	452	1,267
1875. . . .	32	27	59	14,756	35,430	50,186	461	1,312
1876. . . .	25	23	48	15,130	29,850	44,980	605	2,298
1877. . . .	22	28	50	10,547	37,858	48,405	479	1,352
1878. . . .	24	34	58	10,319	50,389	60,708	430	1,482
1879. . . .	25	39	64	11,655	59,539	71,191	466	1,527
1880. . . .	24	24	66	10,442	65,224	75,666	435	1,553
1881. . . .	18	41	59	7,354	70,486	77,840	409	1,719
1882. . . .	16	46	62	6,750	75,897	82,647	422	1,650
1883. . . .	15	47	62	6,458	79,902	86,360	431	1,700
1884. . . .	13	51	64	5,925	74,667	80,592	455	1,464
1885. . . .	11	54	65	5,053	74,809	84,862	459	1,478
1886. . . .	12	55	67	5,554	81,283	86,837	463	1,478
1887. . . .	10	55	65	5,500	80,891	86,391	550	1,471
1888. . . .	9	50	59	4,271	73,384	77,655	475	1,468
1889. . . .	9	42	51	4,271	65,951	70,222	475	1,570
1890. . . .	10	46	56	4,393	71,553	75,946	439	1,555
1891. . . .	8	47	55	2,045	70,860	72,905	256	1,508
1892. . . .	6	47	53	1,039	69,356	70,395	173	1,476

	GETAL			TONNEMAAT			Gemiddelde tonnemaat per	
	zeil- schepen.	stoom- schepen.	TOTAAL.	zeil- schepen.	stoom- schepen.	TOTAAL.	zeilschip.	stoom- boot.
1893. . . .	6	50	56	1,039	74,499	75,538	173	1,490
1894. . . .	5	50	55	917	78,271	79,188	183	1,565
1895. . . .	5	54	59	917	86,296	87,213	183	1,598
1896. . . .	5	53	58	917	84,822	85,739	183	1,600
1897. . . .	5	56	61	917	84,510	85,427	183	1,509
1898. . . .	6	60	66	1,734	89,237	90,971	289	1,487
1899. . . .	6	67	73	2,751	105,786	108,537	458	1,579
1900. . . .	4	69	73	741	112,518	113,259	185	1,631
1901. . . .	6	66	72	1,121	109,336	110,457	187	1,657
1902. . . .	5	68	73	877	105,305	106,182	175	1,549

De vorige middenafdeelingen, belast met het onderzoek der Begrooting van Nijverheid en Arbeid, hadden raadzaam geacht om, tot vergemakkelijking van het onderzoek en bespoediging van de oplossing der vraagstukken betreffende de koopvaardijvloot, eene bijzondere commissie te benoemen, tot het *eenmaken* van de verschillende daaraan verbonden diensten.

Des te nuttiger blijkt deze eenmaking, daar, telkenmaal het vraagstuk der koopvaardijvloot ter Kamers wordt geopperd, elk ministerieel departement dadelijk voor hen die het ondervragen duidelijk doet uitkomen tot hoeverre zijne bevoegdheid enkel strekt.

Die botsing van onbevoegdheid vergt eene hervorming.

In 1900 antwoordde de Regeering aan de Middenafdeeling « dat zij zou te onderzoeken hebben welke houding zij raadzaam zou oordeelen in dit opzicht aan te nemen, en wel of dit zeer ingewikkeld vraagstuk (het inrichten van eene of meerdere lijnen tot koopvaardij) dient onderworpen te worden aan eene bijzondere commissie, bestaande uit ambtenaren van de verschillende departementen, uit nijveraars en kooplieden ».

In 1901 verklaarde de Regeering dat er nog geene oplossing bestond.

In 1902 werd ons geantwoord : « Het eenmaken van de verschillende diensten van 't zeewezen betreft hoofdzakelijk andere departementen die er veel meer belang bij hebben dan de Minister van Nijverheid en Arbeid. »

Dit jaar werd dezelfde vraag door de Middenafdeeling gesteld, en bekam enkel hetzelfde ontwijkend antwoord.

VRAAG.

Denkt de Regeering gevolg te geven aan het ontwerp dat zij, in een antwoord aan de Middenafdeeling van 1900, zegde ter studie te zullen leggen, en wel het samenstellen van eene bijzondere commissie, bestaande uit ambtenaren van de verschillende departementen, uit nijveraars en hande-

laars, ten einde de verschillende diensten betreffende de koopvaardijvloot een te maken en deze vloot uit te breiden ?

ANTWOORD.

Ik kan mij enkel beroepen op het antwoord, door mijn achtbaren voorganger gegeven op eene dergelijke vraag, gesteld bij het onderzoek der begroting van 1902.

Twee jaar geleden werd, wel is waar, een bestendig raadplegend comiteit genoemd uit vertegenwoordigers der ministeriën van financiën, van buitenslandsche zaken en van de besturen van het zeewezen, van posten en spoorwegen.

Doch is dat comiteit gerechtigd en bevoegd om alles te onderzoeken wat er te doen is om eene Belgische koopvaardijvloot tot stand te brengen ? Waarin bestond tot hertoe zijne werkzaamheid ?

Moesten er ten minste niet ook ambtenaren van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid in opgenomen worden ?

De koopvaardijvloot moet eigenlijk eene uitbreiding zijn van onze nijverheidsbedrijvigheid.

Oordeelt het Departement van Nijverheid en Arbeid dat zij de hangend gebleven vraagstukken van beginsel, niet hoeft te onderzoeken, te weten of het raadzaam is den Staat door officieele bescherming, door toelagen, door het waarborgen van interest of door het nemen van aandeelen, te doen bijdragen in het oprichten van zeevaartmaatschappijen, ten minste moet hij, in zake van zeevaartonderwijs, het ontoereikende van bijzonderen ondernemingsgeest aanvullen ; hem behoort het, de bijzondere kennis te verspreiden in al onze provinciën, de leergangen tot het bouwen van zeeschepen, ter nijverheidsscholen te Antwerpen en Oostende, te vermeerderen met andere leergangen zelfs in het binnenland, tot bevordering der opleiding van ingenieurs, conducteurs, machinisten voor schepen, scheepstimmerlieden ; hem behoort het eene of meer zeevaartscholen aan te moedigen, zooniet te stichten, welke scholen onzen reeders een geleerd en aan tucht gewend personeel zouden leveren.

Graaf K. d'Ursel, gouverneur van West-Vlaanderen, wiens vroegtijdig verscheiden een gevoelig verlies was voor het land, zegde in zijn propagandaschrift voor het stichten van een schoolschip (1) :

« Hebben wij geene schepen, toch bezitten wij eenige zeelieden, doch zij bevaren vreemde koopvaardischepen : alleen in Engeland, telt men 800 Belgen, als matroos gemonsterd, terwijl onze koopvaardijvloot er maar 700 bezigt. Wij hebben ook officieren ter zee, doch zij varen weinig, tenzij op de postbooten tusschen Oostende en Dover. Sommigen zijn op vreemde schepen toegelaten, en zelfs op schepen onder Belgische vlag treft men er aan, doch in teleurstellende verhouding, vermits, volgens de officieele

(1) *Un navire-école pour la marine marchande en Belgique*, Brugge, Demolin-Claeys, bl. 5.

statistiek, onze koopvaardijvloot 114 vreemde en slechts 74 Belgische officieren telt. Toch zijn zij zoo degelijk als de anderen, en de jongste tocht der *Belgika* naar de Zuidpool is niet van aard om hunne waarde te verminderen.

» Ongelukkiglijk verplicht geene wet onze reeders, in zoo velerlei opzicht afhankelijk van den vreemde, Belgische schepen te doen aanvoeren door Belgische officieren. Zelfs werden bij koninklijk besluit van 1 April 1864 de ontzegging van vreemdelingen ingetrokken; dit geschiedde tijdens den oorlog tusschen Duitschland en Denemarken. Om gebruik te maken van een aantal Deutsche koopvaardijschepen, die te Antwerpen lagen en deze in zee te laten steken zonder gedeerd te worden door de Deensche kruisers die den Oceaandoorkruisten, nationaliseerde België die schepen, ten gevolge van eene overeenkomst. Doch daar ons korps officieren ter zee eensklaps ontoereikend werd voor die onverwachte vermeerdering van bevelvoerders, diende dan ook de ontzegging, vroeger tegen vreemdelingen uitgesproken, ingetrokken te worden. Nogmaals genoten dezen een dergelijken begunstigten toestand in 1889, toen het in België eene verplichting was geworden diploma's te verwerven. Toen moest men, als minnelijke schikking en in 't belang der reederij, de vreemde officieren behouden, die op onze schepen dienden.

» Daaruit volgt dat onze landgenooten thans, zelfs in hun eigen land, nog moeilijk eene plaats vinden als officier ter zee. Daarom ook zien zij af van het zeemansberoep ».

Het denkbeeld, aldus door graaf d'Ursel verdedigd en verspreid, zal eerlang verwezenlijkt worden.

Een schoolschip, ingericht zooals die welke in vreemde landen bestaan, zou onze jongelingen, die op zee willen varen, weldra in staat stellen gemakkelijker dan thans te beantwoorden aan de vereischen der zeevaart — als scheepsjongen, leerling matroos, officier, schipper, eerste luitenant — hun opgelegd om te worden toegelaten tot de examens ter scholen te Antwerpen en Oostende.

Van nu af aan wordt het nut van dit schoolschip begrepen. Door tusschenkomst van verlichte en milde personen, zal ongetwijfeld dit denkbeeld eerlang worden verwezenlijkt. De Regeering zal er voorwaar hare medewerking niet aan ontzeggen.

Technisch onderwijs.

Herhaaldelijk bewees de Kamer dat zij voor den vooruitgang op maatschappelijk en nijverheidskundig gebied hoofdzakelijk belang hecht aan de uitbreiding van het vakonderwijs in elken graad.

Geen beter middel om onze produkten een eigenaardig karakter te doen krijgen en te verbeteren.

Daartoe draagt de Regeering doelmatig bij door hare toelagen aan de gestichten voor nijverheids-, vak-, handels- en huishoudonderwijs. Die toelagen worden ieder jaar een zwaardere last. Niemand zal die echter afkeuren. Wel integendeel : het feit dat verre het meerendeel der kinderen uit de werkersklasse nog alle vak- of nijverheidsonderwijs moeten derven, het

voorbeeld van hetgeen andere landen, zooals Wurtemberg en Saksen vermochten, de vergelijking van hetgeen wij zelven deden en nog doen voor het landbouwonderwijs, dat alles bewijst ten overvloede hoe gepast elke nieuwe poging mag heeten.

Het vijfjarig verslag over den toestand van het technisch onderwijs, waaraan toelagen worden verstrekt, ligt ter pers. Daaruit zal blijken welken weg wij sedert eenige jaren hebben afgelegd.

In afwachting dat bedoeld verslag verschijnt, zal de Kamer zich door de volgende cijfers rekenschap kunnen geven van de indeeling, per soorten en per provincie, der 571 gestichten voor technisch onderwijs welke toelagen van den Staat genietende, op 31 December 1902, (tegen 544 op 31 December 1901 en 533 op 31 December 1900), bestonden :

Toestand der technische gestichten met toelagen, op 31 December 1902.										
	Antwerpen.	Brabant.	Westvlaanderen.	Oostvlaanderen.	Hongouw.	Luik.	Limburg.	Luxemburg.	Namen.	Totaal.
I. — Meisjes-scholen.										
Huishoudscholen en klassen	29	47	27	31	67	48	14	10	17	290
Leerwerkhuizen	»	»	»	1	»	»	2	»	1	4
Vakleergangen	»	3	»	»	»	»	»	»	»	3
Vakscholen.	4	26	1	4	9	3	1	»	»	48
II. — Jongens-scholen.										
Leerwerkhuizen, weverij	»	»	26	10	»	»	»	»	»	36
— steen	»	»	»	»	14	8	»	»	3	25
Vakleergangen.	2	3	2	5	1	4	»	»	»	17
Vakscholen.	2	12	5	7	2	7	1	»	1	37
Sint-Lukasscholen.	»	2	»	1	1	1	»	»	»	5
Nijverheidsscholen	3	13	6	5	35	4	1	2	5	74
Hoogere bijzondere scholen	2	3	»	2	4	2	»	1	»	14
Handels- en wetenschapleergangen	2	5	2	3	»	4	»	»	2	18
TOTALEN. .	44	114	69	69	133	81	19	13	29	571

Onder andere opmerkingen van algemeenen aard betreffende ons technisch onderwijs, hadden de voorgaande middenafdeelingen den wensch uitgedrukt dat de Regeering minder strengheid zou aan den dag leggen voor de vereischten van opvoedingskundigen aard, om Staatstoelagen te bekomen, zooniet voor de nijverheidsscholen en de scholen voor vakteekenkunde, althans voor de handelsscholen en de beroepsleergangen.

Die wensch werd eens te meer uitgedrukt in zijn tiende en hoogst merkwaardig verslag over zijn toezicht, aan de Bestendige Deputatie van Henegouw gezonden, door den heer A. Langlois, bestuurder bij het provinciaalbestuur (1).

Uwe Middenafdeeling opperde ook de vraag of eene bijdrage van den Staat, die geenen bijzonderen ondernemingsgeest zou smoren, en evenwel aan de belanghebbenden of aan de plaatselijke inrichtingen de zorg zou overlatende om het onderwijs in te richten en uit te breiden, geen einde zou kunnen stellen aan eene der bijzonderste moeilijkheden, die in menige gemeente, het stichten van degelijke scholen voor technisch onderwijs verhindert, namelijk het gebrek van behoorlijke lokalen.

Voor veel leergangen immers, moet men gebruik maken der middelbare en lagere scholen en zoo moet de regeling van het technisch onderwijs afhangen van al de vereischten van het gewoon onderwijs.

Tijdens de behandeling der begrooting voor het dienstjaar 1901, werd door verscheidene redenaars dat vraagstuk geopperd van Staats tusschenkomst in de kosten voor het bouwen en onderhouden van de lokalen der nijverheids- en beroepsscholen.

De achtbare heer Francotte drukte zich uit in dezer voege : (2)

« In algemeenen regel, komt het ministerie niet tusschen voor het bouwen zelf van de beroepsscholen. 't Is de regel en ik neem volgaarne aan dat er eene grens moet bestaan, dat de Regeering overdrevene eischen en al te verre gaande aanmatigheden moet afweren.

» Ik begrijp dat men weigert bij te dragen voor het bouwen van eene beroepsschool wanneer die school in eene groote stad wordt opgericht. In eene groote stad zijn er gemeentelokalen ten overvloede en het gebeurt zelden dat men er geene beschikbare plaats vindt. Is er zelfs plaats te kort, dan is het altijd gemakkelijk zonder vele kosten de noodige lokalen te huren.

» Anders is het gelegen met kleine steden, met dorpen, rond welke nijverheidsvakken worden uitgeoefend, zooals de steennijverheid, die zoo zeer beroepsonderwijs vandoen heeft. Meesttijds moet daar het lokaal gebouwd worden, en zoo de Staat volhardt in den regel om nooit toelagen te verleen voor het bouwen zelf, dan zal de uitbreiding van het vakonderwijs er door gefnuikt worden; in de door mij bedoelde plaatsen zal men de oprichting van beroepsscholen verhinderen. »

Daar tegen werd, wel is waar, ingebracht dat zoo de Staat zich zelf belast met het bouwen van afzonderlijke lokalen, om deze ter beschikking te stellen van de gemeenten, met het oog op het inrichten van technische leergangen, die lokalen mogelijk eene andere bestemming zouden krijgen dan door den Staat was voorzien. Maar zou de Staat dan ten minste geene jaar-som kunnen toekennen aan de gemeenten die bedoelde lokalen voor dat

(1) *Bulletin mensuel de l'enseignement industriel et professionnel de la province de Hainaut*, 1905, bladz. 92 en vlgg.

(2) *Annales parlementaires*, zittingsjaar 1900-1901, bladz. 1507.

onderwijs bouwen, behoudens het betalen van die jaarsommen te schorsen voor geval dat die lokalen tot iets anders worden aangewend?

Uwe Middenafdeeling achtte het nuttig aan de Regeering te vragen wat zij thans denkt over dit punt dat verleden jaar nog ter studie lag.

VRAAG.

Denkt de Regeering niet dat de Staat dient bij te dragen in de kosten voor het bouwen en het onderhouden van de lokalen bestemd voor de technische scholen?

ANTWOORD.

De Staat kan niet tusschen beide komen in de kosten voor het bouwen en onderhouden van de lokalen der technische scholen.

Mijn bestuur onderzocht de vraag of de Staat zou kunnen bijdragen in de kosten voor het huren dier gebouwen, of, in geval deze eigendom zijn van de gemeenten of van de besturende commissiën, in de annuïteit overeenkomende met den interest van de som der kosten voor 't bouwen van die lokalen.

Het eerste gedeelte van dat antwoord, al is het dan ook afdoende, behelst geene enkele beweegreden die kan opwegen tegen de wel doordachte beschouwingen, ontwikkeld tijdens de behandeling der begrooting voor 1901.

De Middenafdeeling mag zich meer voldaan verklaren over de oplossing welke de Regeering voornemens is te geven aan een anderen wensch, herinnerd door de afdeeling voor 1901.

VRAAG.

Denkt de Regeering niet dat het nuttig ware een verbeteringsraad in te richten voor het technisch onderwijs?

ANTWOORD.

De Regeering koestert het inzicht een verbeteringsraad in de richten voor het technisch onderwijs.

Welke zal de zending van dien verbeteringsraad zijn?

Naar het antwoord in 1897 aan de Middenafdeeling verstrekt, zal het voor zeker eene « bestendige commissie zijn, belast met de studie der maatregelen, van aard om het technisch onderwijs uit te breiden alsmede aan den persoonlijken ondernemingsgeest den spoorslag en de aanmoedigingen te geven, welke zij gerechtigd zijn op dat gebied van de openbare machten te verwachten » (1).

Die zending is nagenoeg die welke in Frankrijk opgelegd werd aan den Hooger Raad voor het technische onderwijs, bij dekreet van 5 Januari 1901 waarbij bedoelde Raad werd ingericht.

Wet op de brevetten.

Om gevolg te geven aan eene opmerking in den schoot der afdeelingen, stelde de Middenafdeeling volgende vraag aan de Regeering.

(1) *Annales parlementaires*, Kamer der Volksvertegenwoordigers, 1900-01, bladz. 1773.

VRAAG.

Wat is het inzicht der Regeering over het veranderen van de wet op de brevetten ?

ANTWOORD.

Een voorontwerp tot herziening van de wet op de uitvindingsbrevetten werd opgemaakt door eene bijzondere commissie, bij ministerieel besluit ingericht. Dat gewrocht werd onderworpen aan de beraadslagingen van den Hoogeren Nijverheids- en Handelsraad, die een tegenontwerp aanbod.

Voor de herziening van de wet op de brevetten, moet een algeheel ontwerp worden opgemaakt, betreffende alle zaken die als nijverheidseigendom worden beschermd. Zoodra de werkzaamheden der bijzondere Commissie over de andere takken van nijverheidseigendom, merken, teekeningen, enz., is afgelopen, zal de Hoogere Nijverheids- en Handelsraad opnieuw geraadpleegd worden en zal de Regeering vervolgens het bepaald ontwerp opmaken om het aan de Kamers te onderwerpen.

*De geest van huishoudkunde- en van beroepsvereeniging.**De middenstand.*

« Te recht wordt de beroepsvereeniging, zoo schreef onlangs een onzer beste huishoudkundigen, geroemd als een machtig middel tot opbeuring der maatschappelijke standen. De geschiedenis van 't verleden evenals de hedendaagsche ervaring, alhoewel heel verschillend van aard, getuigen van hare kracht, die overigens maar al te dikwijls ook slecht kan geleid worden. (1) »

't Is van die beginselen dat de wetgever uitging bij het opmaken zijner wet van 31 Maart 1898 op de beroepsvereenigingen. Hij trachtte ook die beginselen te verspreiden, door op de begrooting van Nijverheid en Arbeid een afzonderlijk krediet uit te trekken, met het oog op het ontwikkelen van den zin tot huishoudkunde- en tot beroepsvereeniging.

Tot hiertoe bleven de uitslagen der wet van 1898 gering. Zij worden verhinderd, niet alleen door de onwetendheid der belanghebbenden, door den bestendigen gewonen slenter, door zekere politieke vooringenomenheid, maar ook door de prangende vereischen welke de wet stelt voor het toekennen van rechtspersoonlijkheid. Alleen de beroepen met winstbejag kunnen die gunst genieten. Zij kunnen ze maar verkrijgen indien al de leden der vereeniging bijdragen tot het vervaardigen van een zelfde voortbrengsel. De opgelegde regelen voor het wijzigen van de standregelen, de vorm en de gevolgen der ontbinding schijnen veel te streng voor vele vereenigingen, die vooral om hare vrijheid en onafhankelijkheid zijn bekommerd, — wat met onzen volksaard volkomen strookt.

De volgende tabel zal de Kamer inlichten over het huidig getal onzer erkende vakvereenigingen en over hare indeeling.

(1) V. BRANTS, *La petite industrie contemporaine*. Parijs, V. Lecoffre, 1902, blz. 172.

Wettelijk erkende vakverenigingen, bestaande op 30 Juni 1903.

(15)

[N^o 182.]

PROVINCIE	GETAL GEMEENTEN waer verenigingen bestaan.	SOORTEN VAN VERENIGINGEN.										VERENIGINGS- BONDEN.		TOTAL DER VERENIGINGEN en BONDEN.	GETAL VERENIGINGEN BEREIKT IN					
		Nijverheids- werkliden.	Arbeiders en meesters.	Ambachtslieden.	Bedienden.	Personen die een vrij beroep uitoefenen.	Handelaars.	LANDBOUWERS.							Landbouwers.	Personen die een vrij beroep uitoefenen				
								Melkerijen.	Teelt.	Voor gevogelte.	Voor de bijenteelt.	Voor den druivenkweek.	Voor hofbouw.				Voor hofbouw en bijenteelt.			
Antwerpen	6	2	1	3	2	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	14	6	3	3
Brabant.	33	—	—	2	1	11	1	23	9	4	1	1	1	1	—	1	33	24	12	10
Westvlaanderen . . .	79	3	3	—	—	—	—	71	29	1	—	—	4	1	—	—	114	7	23	29
Oostvlaanderen . . .	29	13	—	3	—	—	2	23	—	4	1	—	1	—	—	—	47	9	18	9
Henegouw.	49	4	—	—	—	1	—	28	13	8	—	—	—	—	—	—	55	22	6	11
Luik	39	—	—	—	—	2	1	40	—	—	1	—	1	—	1	—	46	3	1	18
Limburg	21	—	—	—	—	—	1	17	1	1	2	—	—	—	—	—	22	5	5	4
Luxemburg.	117	1	—	—	—	—	—	169	3	1	6	—	—	—	2	—	182	29	22	56
Namen	60	1	—	—	—	—	—	52	12	6	1	—	—	—	2	—	74	3	6	3
TOTAAL.	414	24	6	8	3	15	7	426	67	25	12	1	7	1	5	1	609	408	96	443

(15)

[N° 182.]

Zooals men ziet, is het vooral op landbouwgebied dat de wet hare uitwerkselen heeft.

Als gansche nieuwe en belangwekkende vakvereeniging dient gewezen op den *Algemeenen bond voor de bescherming van den arbeid ter haven van Antwerpen*.

Dienaangaande stelde de Middenafdeeling verscheidene vragen aan de Regeering :

VRAAG.

Welke zijn de omstandige uitgaven die in 1902 gedekt werden met het krediet van 5,000 frank tot verspreiding van den vereenigingszin op het gebied van huishoudkunde en van beroep onder de kleine handelaars en de mindere nijveraars, alsmede onder de werklieden?

ANTWOORD.

a. Voordrachten tot aanmoediging van den vereenigingszin fr.	1,252 90
b. Aankoop van vlugschriften, inschrijvingen op bladen . . .	2,550 40
c. Vergadering en conferentie der bureelen van de syndicaten van meesters in hetzelfde vak.	225 »
	Fr. 3,808 30

VRAAG.

Dient er, gezien den geringen uitslag welke tot hiertoe schijnt bekomen te zijn door de propaganda van wege de openbare machten en de private vereenigingen, geene bestendige commissie tot stand gebracht te worden die zou betrachten nieuwe vakvereenigingen in te richten?

ANTWOORD.

De propaganda van wege de openbare machten en de private vereenigingen, met het oog op de vakvereenigingen, neemt meer en meer toe; tot hiertoe is het niet bewezen dat ze dient vervangen te worden door het inrichten van eene officieele propaganda-commissie.

VRAAG.

Hoe is het gelegen met de Commissie tot onderzoek over den toestand der middelstanden?

Kan er van nu af worden gezegd op welken datum nagenoeg die Commissie hare werkzaamheden zal voltooid hebben?

ANTWOORD.

De Commissie, bij koninklijk besluit van 10 April 1902 aangesteld om een onderzoek te doen naar den toestand der middelstanden tot handel of nijverheid behoorende, en om de maatregelen te bestudeeren die mogelijk hunnen toestand kunnen verbeteren, heeft haar mondeling onderzoek geëindigd in de provinciën Antwerpen, West-Vlaanderen, Limburg, Luxemburg en Namen. In de maand Juli zal zij zitting houden in de provincie Luik.

Het is nog niet mogelijk den nabijkomenden datum aan te duiden, waarop de Commissie hare werkzaamheden zal hebben voltrokken.

* *

De Middenafdeeling vestigt de aandacht op een onlangs neergelegd wetsontwerp, waarmede zij de Regeering geluk wenscht, en dat is bestemd om onze wet op de werkmanswoningen te veranderen in eene wet op goedkoopere huizen, iets wat onvermijdelijk uitmuntende gevolgen moet hebben voor onze Middelstanden.

Zij vestigt tevens de aandacht der Regeering op de opzoekingen en proefnemingen, hier in België en elders verwezenlijkt door studie- en vakmannen, ten einde de huishoudkundige inrichting der mindere nijverheid te verbeteren en het bezorgen van beweegkracht ten huize te bevorderen.

Al heeft het onderzoek, in Frankrijk en in Zwitserland ingesteld door de heeren Julin en Ernest Dubois, door toedoen van den Arbeidsdienst, niet al den geestdrift gewettigd, die mogelijk verwekt werd door de hoop op uiteenverspreide voortbrenging, toch mag het wijzen op den ernstigen en vruchtbaren vooruitgang, die, in zekere nijverheidstakken, 't gevolg was van het invoeren van den electrischen motor in de kleine werkhuizen.

De zelfstandige ambachten of die waar de samentrekking nog niet bestaat, zouden nut kunnen trekken uit de verspreiding der beweegkracht die zou neerkomen op uitsparing van arbeid, op vermeerdering van weêrstandskracht en op levensgemak.

Voor zaken die in groote hoeveelheden worden gemaakt, zijn de voordeelen meer twijfelachtig. De ambachtsman zal, in weerwil van de machine, en misschien om reden van de machine, blootgesteld blijven aan de mededinging der groote ondernemingen en afhangen van den grooten koopman. Spijts alles, zullen de hedendaagsche wetten der verdeeling van den arbeid en der steeds voortdurende verbetering van de werktuigen, op hem blijven drukken.

Die moeilijkheden van het vraagstuk worden niet geloofhend door de warmste voorstanders van den motor ten huize (1). Zij denken echter er zegevierend in te kunnen voorzien voor de ambachten met eigenaardige voortbrengselen en kleine voortbrenging, door den werkmán, naast zijne inrichting, ook het kapitaal, de vereeniging, de handelsinrichting te bezorgen, die zijne zelfstandigheid zullen vrijwaren.

Het bestaan in zekere landen van samenwerkende maatschappijen of verscheidene groepen van mindere nijveraars of ambachtsmannen, ten einde zich de voordeelen aan te schaffen van machtige voortbrenging- of beweegkrachten, of eenvoudiger ten einde hun werkgereedschap ten huize te verbeteren, is de Belgische Regeering niet onbewust en zij zou mogelijk

(1) J. VAN DRUNEN, *La philosophie de l'industrie*. Rectorsredevoering, Brussel, 1901. — G. DE LEENER, *Le problème actuel de l'industrie à domicile*. Huishoudkundig bijvoegsel aan *l'Indépendance belge* van 27^e Februari en 6^e Maart 1902. — CU GILLÈS DE PELICHY, Verslag aan het Congres der kleine burgerij te Namen (1901) : *Les sociétés d'outillage*. — H. LAMBRECHTS, *L'amélioration de l'outillage dans les métiers bourgeois* (*Revue sociale catholique*, Leuven, 1902). — PAUL PIC et J. GODART, *Le mouvement économique et social dans la région lyonnaise*. Boek I, blz 69 en vlg., blz. 183 en vlg.

't voorbeeld kunnen volgen van hetgeen elders gedaan wordt, namelijk in Oostenrijk, om hier in België proefnemingen van zulk gewichtig maatschappelijk belang te bevorderen.

Arbeidstoezicht en arbeidswetten.

Over het arbeidstoezicht werden in de afdeelingen verscheidene opmerkingen gemaakt. Er werd namelijk gevraagd dat er, ten einde de stipte naleving van de wet op den arbeid van vrouwen en kinderen te verzekeren, een bijzondere afgevaardigde in Henegouw werd toegevoegd aan den dienst van toezicht in de glasblazerijen.

Ziehier de indeeling der processenverbaal, in 1902 opgemaakt door het Arbeidstoezicht, voor het gansche land :

Wetten en verordeningen.	Getal processen- verbaal.	Getal vastgestelde overtredingen.
Wet van 13 December 1889 en koninklijke besluiten betreffende den arbeid van vrouwen, jongelingen en kinderen in de nijverheidsgestichten	178	309
Koninklijke besluiten betreffende de politie der gerangschikte gestichten, de gezondheid der werkplaatsen en de veiligheid van den arbeid	45	53
Wet van 16 Augustus 1887 over het betalen van het werkloon aan de arbeiders.	15	18
Wet van 13 Juni 1896 op de werkplaatsreglementen	70	99
Totalen	308	479

Meer dan eens reeds werd, ter Kamer, het vraagstuk opgeworpen van de badplaatsen in de kolenmijnen. Men heeft de bezwaren van het bestaande stelsel op zedelijk gebied doen uitschijnen.

Van een anderen kant werd er gewezen op de moeilijkheden welke in zekere onzer oude kolenmijnen zouden gepaard gaan met eene behoorlijke inrichting van de badplaatsen des te meer daar er hier, voor het voortbrengen van eene ton kolen, meer werklieden noodig zijn dan overal elders, alsmede op den tegenzin dien de werklieden zelven, zegt men, er voor zouden hebben (1).

Na bespreking, werd door verscheidene leden der Middenafdeeling den wensch uitgedrukt dat het inrichten van badplaatsen verplicht zou gemaakt worden voor de kolenmijnen. Zij dringen er ten minste op aan dat het als vereischte gesteld wordt voor elke nieuwe vergunning.

Door de Middenafdeeling ondervraagd, antwoordde de Regeering als volgt :

VRAAG.

Denkt de Regeering niet dat het nuttig ware de koolmijnontginningen te

(1) Commissie voor de herziening der politieverordeningen op de mijnen. Zitting van 20 Juli 1899. Redevoering van den heer HARZÉ.

verplichten wasch- en badplaatsen in te richten, alsmede verwarmplaatsen en gemakken?

ANTWOORD.

Voor het verplicht inrichten van wasch- badplaatsen in de kolenmijnen, kan er enkel verwezen worden naar het antwoord dat werd verstrekt aan de Middenafdeeling, belast met het onderzoek der begrooting van nijverheid en arbeid voor 1901.

Het inrichten van wasch- en badplaatsen en gemakken maakt deel uit van de behoedsmaatregelen, welke zullen voorgesteld worden op het aanstaande congres voor de openbare gezondheid tot bestrijding van den mijnwerkersworm.

* * *

Eene reeks andere vragen, betreffende het toepassen onzer arbeidswetten of het opmaken van nieuwe wetten, werden insgelijks tot de Regeering gericht. 't Is belangwekkend de bekomene antwoorden na te lezen.

VRAAG.

Heeft de Regeering koninklijke besluiten uitgevaardigd tot toepassing van de wet van 2 Mei 1899 over de veiligheid en de gezondheid der arbeiders bij handels- en nijverheidsondernemingen?

ANTWOORD.

Met het oog op de uitvoering der wet van 2 Juli 1901 over de veiligheid en de gezondheid der arbeiders bij handels- en nijverheidsondernemingen, heeft het Ministerie van Nijverheid en Arbeid voorontwerpen van besluiten opgemaakt die, overeenkomstig de bepalingen van artikel 2 der wet, onderworpen werden aan het advies van de bevoegde afdeelingen der nijverheids- en arbeidsraden, van de Bestendige Deputatiën der provincieraden, van den Hoogereren Raad voor de openbare gezondheid en van den Hoogereren Arbeidsraad.

Het onderzoek van de veranderingen, door die verschillende inrichtingen voorgesteld, wordt ijverig voortgezet; eerlang komt er eene oplossing.

VRAAG.

Artikel 45 der wet van 10 Maart 1900 beveelt dat binnen het jaar na het afkondigen dezer wet, de bevoegde afdeelingen der Nijverheids- en Arbeidsraden zullen aanzocht worden een kort begrip op te maken van de gebruiken betreffende de beroepen welke zij vertegenwoordigen, met het oog op den aard der vergelding, het bedrag, den tijd, de plaats, de voorwaarden van den arbeid, den duur der overeenkomst, de verplichting en het tijdperk van vooropzegging. Greep die raadpleging plaats en welke waren de uitslagen er van?

ANTWOORD.

Overeenkomstig een besluit van 1ⁿ Maart 1901, kwamen de verschillende

afdeelingen der nijverheids- en arbeidsraden bijeen tusschen 10^e Maart en 25^e April daaropvolgende, ten einde een kort begrip op te stellen van de gebruiken in zake van arbeidsovereenkomst.

Om die uitslagen van die raadpleging te kunnen afkondigen, zal het eerst noodig zijn nog eenige nieuwe vergaderingen te beleggen.

VRAAG.

Om welke redenen wordt de wet van 30 Juli 1901 op het meten van den arbeid der werklieden nog niet in werking gesteld ?

ANTWOORD.

Bij koninklijk besluit van 28 October 1901, werd de datum voor het uitvoeren der wet van 30 Juli 1901 vastgesteld op 1 Januari 1902 en de bevoegde ambtenaren ontvingen de noodige onderrichtingen, om te zorgen voor het nazien en het ijken der wettelijke meettoestellen, gebezigd voor het meten van den arbeid der werklieden.

Van een anderen kant, heeft het Departement de verschillende bepalingen opgespoord, welke dienden genomen te worden, krachtens artikel 3 der wet, voor zekere nijverheidstakken, namelijk voor de weverijen.

Overeenkomstig artikel 4, werden de bevoegde afdeelingen van de Nijverheids- en Arbeidsraden geraadpleegd over die voorstellen, maar niettegenstaande herhaald aandringen, hebben verscheidene dier afdeelingen haar advies nog niet ingezonden.

Een ontwerp van koninklijk besluit voor de uitvoering van artikel 3 der wet, wordt thans bereid.

VRAAG.

Welke zijn de besluiten van het onderzoek dat het Departement instelde, bij ministerieelen omzendbrief van 21 Augustus 1901, ten einde : 1^o desnoods voor den werkman de voorwaarden te verbeteren voor het uitoefenen van zijn recht van toezicht over zijnen arbeid, en 2^o de mogelijkheid te vinden om de tarieven der werkloonen uit te hangen in de werkplaatsen.

ANTWOORD.

Eene beknopte nota over het onderzoek door het Arbeidstoezicht met het oog op het mogelijk verplicht aanplakken van de werkloontarieven, is medegedeeld geworden aan de Middenafdeeling, door de Kamer aangesteld om verslag uit te brengen over het wetsvoorstel, neergelegd op 5^e Mei 1902 (*Oorkonde*, n° 152) en waarbij de wet van 15 Juni 1896 op de werkplaatsreglementen wordt gewijzigd.

Overeenkomstig den wensch der Middenafdeeling, zullen de Nijverheids- en Arbeidsraden eerlang geroepen worden dienaangaande hun advies mede te deelen.

Wat het onderzoek betreft, over de voorwaarden van het uitoefenen van het recht van nazicht voor den werkman over het meten, wegen of alle andere verrichtingen dienende om het werkloon te bepalen, komen de besluiten er uit af te leiden hier op neer :

Er is vastgesteld geworden dat, buiten zeldzame uitzonderingen, de nijveraars zich er niet tegen verzetten dat de werklieden hun recht van nazicht uitoefenen hun toegekend door artikel 10bis der wet van 16 Augustus 1887.

Wat aangaat in hoeverre de werklieden gebruik maken van dat recht, kan de zaak samengevat worden als volgt :

1^o Alhoewel de meesters zich niet verzetten tegen het uitoefenen van het recht op nazicht, beschikken de werklieden niet altijd over de noodige bestanddeelen om op practische wijze de hoeveelheid geleverd werk na te gaan. Dat doet zich namelijk voor in de weefnijverheid, als er voor 't meten van het werk gebruik wordt gemaakt van zekere tel-eenheden, zooals de schering en de « smette ».

De toepassing van de wet van 31 Juli 1891 tot regeling van het meten van den arbeid der werklieden zal naar 't schijnt dien toestand verhelpen.

2^o Wanneer de werklieden bekwaam zijn hun werk na te zien, maken zij dan gebruik van hun recht of nazicht ?

Ten ware zij door het reglement der fabriek of door de inrichting van het werk ertoe gedwongen zijn, maken zij weinig gebruik van dat recht.

VRAAG.

Wat is het inzicht der Regeering over het aanbieden van een wetsontwerp over de zondagarbeid ?

ANTWOORD.

Het wetsontwerp over den wekelijkschen rustdag, opgemaakt door den Hooger en Arbeidsraad, alsmede de stukken over dat punt verzameld door het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, worden aandachtig onderzocht; het voltrekken van die studie zal bespoedigd worden, naarmate de behandeling van de ongevallenwet en het opmaken der nieuwe mijnverordeningen het toelaten.

VRAAG.

Ligt het niet in de bedoelingen der Regeering aan de Kamers eerlang een wetsontwerp voor te stellen tot wijziging van de wet op de Nijverheids- en Arbeidsraden ?

ANTWOORD.

De Regeering denkt eerlang een wetsontwerp aan te bieden tot herziening van de wet waarbij de nijverheids- en arbeidsraden werden ingericht.

Werkrechtersraden.

Artikel 123 der wet, van 31 Juli 1889, tot inrichting van de werkrechtersraden, zegt :

« Aan den griffier wordt eene jaarlijksche vergoeding toegekend, te bepalen door het koninklijk besluit dat den werkrechtersraad inricht. Die jaarwedde is ten laste van den Staat.

» De kosten van papier, boeken en geschriften, alsook de kleine bureelkosten, worden door den griffier gedragen. »

Er bestaat geen enkele regel voor het bepalen van de vergoeding, in het eerste lid van dit artikel bedoeld. Het besluit tot inrichting van een werk-

rechtersraad kent aan den griffier om 't even welke som toe als jaarwedde en in 't vervolg blijft deze nagenoeg onveranderd.

Zoo is 't dat voor zekere werkrechtersraden de jaarwedde der griffiers die er elkander opvolgden, dezelfde gebleven is sedert veertig jaar. Griffiers van andere werkrechtersraden genoten dezelfde jaarwedde gedurende tien, vijftien, twintig jaar en zelfs nog langer.

Die toestand is weinig aanmoedigend voor ambtenaren wier werk veel kieschheid en verstand vergt, en die de spil zijn van de inrichting waartoe ze behooren; des te meer daar, volgens de wijze waarop ze aangeworven worden, zij niet op de minste bevordering te hopen hebben.

§ 2 van vermeld artikel legt zekere heel zware uitgaven ten hunnen laste. Als schrijfkosten en kleine bureelkosten, immers, moeten sommige griffiers de kosten betalen van briefwisseling, van frankeering, en van het drukwerk, door den dienst van den raad veroorzaakt; en zelfs het loon van den griffiersklerk dien zij verplicht zijn bij te nemen.

Sedert 1889, zijn de griffiers der vredegerichten in vier klassen verdeeld: Een minimum, medium en maximum van jaarwedde is bepaald voor iedere klas. Niets dergelijks voor de griffiers der werkrechtersraden, waaronder geen enkel de minimum jaarwedde bereikt van een griffier bij een vredege recht van 4^e klasse, alhoewel het getal afgehandelde zaken voor velen onder hen veel grooter is.

VRAAG.

Diende men niet, voor de jaarwedde der griffiers bij de werkrechtersraden, een stelsel aan te nemen in den aard van wat sedert 1889 bestaat voor de griffiers der vredegerichten? Ten allerminste zou men eene schaal kunnen invoeren voor de griffiers der vredegerichten en hen ontslaan van de schrijf-, briefwisselings- en bureelkosten, welke zij thans te dragen hebben?

ANTWOORD.

Er is vastgesteld geworden dat de wezenlijke belangrijkheid der verschillende werkrechtersraden hoegenaamd niet in verband staat met het cijfer der nijverheidsbevolking in hunne omschrijvingen.

Voor het bepalen van het bedrag der jaarwedde van de griffiers bij de werkrechtersraden, dient er dus voor iederen raad, ongeminderd het getal nijverheidshoofden en werklieden der omschrijving, rekening gehouden te worden met eene reeks andere bestanddeelen, zooals het getal zaken die jaarlijks aan den raad onderworpen worden, de dienstjaren van de inbediening zijnde griffiers, de kosten van 't leven in de gemeente waar de raad gevestigd is, enz.

Dit zoo zijnde, acht ik het onmogelijk hetzij een schaal van jaarwedde te bepalen hetzij eene klasseering als die welke aangenomen werd voor de griffiers der vredegerichten.

De vraag of de griffiers der werkrechtersraden dienen ontslagen te worden van de schrijf-, briefwisselings- bureelkosten, enz., zal onderzocht worden naar aanleiding van de algeheele herziening der wet tot inrichting van die raden.

Ouderdomspensioenen.

Op 't oogenblik dat er onlangs eene nieuwe jaarlijksche storting van 3 miljoen frank gewaarborgd werd, is het belangwekkend den geldelijken toestand van dat fonds, gedurende het verloop van dienstjaar, te kennen.

VRAAG.

Welke gedeelte van het krediet van 12 miljoen frank op de begroting van 1902 uitgetrokken voor het bijzonder fonds der dotatiën voor het inrichten der ouderdomspensioenen, werd er besteed voor de verschillende klassen van personen die aanmoedigingspremiën van den Staat trekken en voor die het voordeel genieten van de overgangsbepalingen der wet van 20 Mei 1900?

ANTWOORD.

Het totaal der hulpelden van 65 frank in 1902 op het bijzonder dotatiefonds genomen, bedroeg 13,830,295 frank.

Hetzelfde jaar werd ten laste van hetzelfde fonds eene algeheele som van fr. 1,747,116.80 frank toegekend, als aanmoedigingspremiën vanwege den Staat aan de aangeslotenen bij de Lijfrentekas; van die som werd er fr. 1,568.40 toegekend aan hen die persoonlijk bij die kas zijn aangesloten; het overige werd toegekend aan hen die aangesloten zijn, door tusschenkomst van erkende maatschappijen tot onderlingen bijstand.

In den schoot der afdeelingen hebben zekere leden, zonder te betwisten dat er zeer veel misbruiken plaats grepen, de strengheid gehemeld van de jongste besluiten betreffende het toekennen van de pensioenen. Er is ook gevraagd dat buiten uiterst erge gevallen geen pensioen hoegenaamd aan den titularis zou onttrokken worden.

De Middenafdeeling vroeg zich af of de valsche aangiften niet strafbaar dienden te zijn, dit om bedoelde misbruiken te vermijden. Zij stelde insgelijks de vraag of de tusschenkomst der gemeenten al de wenschelijke waarborgen oplevert en of men niet zonder bezwaar haar advies zou kunnen derven, en zich er bij bepalen haar inlichtingen te vragen, behoudens aan maatschappijen tot onderlingen bijstand of aan zekere groepen, zooals de « *Sauve-teurs* », het onderzoek toe te vertrouwen. Het beste middel overigens om de misbruiken te vermijden, ligt in de toewijding en den ijver der beschermingkomiteiten, wier leden door hunne persoonlijke werking, heel dikwijls de verdienste van de aanvragers kunnen nagaan.

Eene vraag werd aan de Regeering gestuurd om gevolg te geven aan een wensch in eene der afdeelingen uitgedrukt.

VRAAG.

Diende men geen algemeenen regel aan te nemen voor het bepalen van de vergoedingen verleend aan de werklieden, leden der beroepscommissiën, die moeten uitspraak doen over de aanvragen naar ouderdomspensioen?

ANTWOORD.

Het bedrag van de zitpenningen der werklieden, leden van de beroepscommissiën, die moeten uitspraak doen over de aanvragen naar het hulpgeld van 68 frank, is op algemeene wijze bepaald op 8 frank per zitdag.

De verplaatsingskosten van al de leden dier commissiën, werklieden inbegrepen, worden terugbetaald krachtens artikel 7 van hare inrichtingsverordening, op den voet bepaald voor de beschermingseomiteiten door het koninklijk besluit van 18 October 1898 (10 centiemmen per kilometer over den spoorweg en 50 centiemmen per gewone baan).

Mijnwezen.

Het ontdekken van ons nieuw kolenbekken heeft andermaal de voorwaarden van ons mijnstelsel ter spraak doen komen. Het hoort aan de Middenafdeeling niet die vraagstukken te onderzoeken; zij zijn overigens bij de Kamers aanhangig gemaakt door verschillende wetsvoorstellen. Zij vroeg enkel als inlichting aan de Regeering, hoeveel thans de mijncijns opbrengt en of het mijnwezen er op voorbereid is zekere zaken betreffende de ontginningen in 't Vlaamsche land, desnoods in de Vlaamsche taal te behandelen.

VRAAG.

Hoeveel bracht, voor 1902 en per kolenput, de mijncijns op?

ANTWOORD.

De algeheele netto opbrengst der kolenmijnen, grondslag van den evenredigen cijns, bedroeg voor het dientsjaar 1902 (verrichtingen van 1901), 55,027,150 frank.

Voor het dienstjaar 1903 (verrichtingen van 1902), zal dezelfde netto opbrengst volgens de ramingen van het mijnbeheer, slechts 56,209,200 frank bereiken.

De evenredige cijns ten bate der Schatkist bedraagt 3 frank $\frac{1}{8}$ t. h. (waarvan 2 $\frac{1}{2}$ t. h. in hoofdsom en 25 opcentiemmen) van de hooger vermelde sommen.

Wat de vaste cijns van 10 centiemmen per hectare betreft, hij bedroeg in 1902 fr. 13,950.25. Dat bedrag blijft nagenoeg ieder jaar gelijk.

VRAAG.

Heeft het Mijnwezen de noodige maatregelen genomen om de zaken desnoods in 't Vlaamsch te behandelen?

ANTWOORD.

Wat het Hoofdbestuur van 't Mijnwezen betreft, telt het personeel thans een voldoende getal vlaamschkende ambtenaren om de zaken in die taal te behandelen.

Anderzijds telt het korps mijningenieurs reeds eenige ambtenaren die Vlaamsch kennen, en in dienst geplaatst kunnen worden in de Vlaamsche provinciën, wanneer de werken van ons nieuw kolenbekken het zullen vergen.

Daarenboven heeft een koninklijk besluit van 27 Juni 1902 de Vlaamsche taal opgenomen in het programma der wedstrijden voor de aanwerving van het personeel van het Mijnwezen.

Aardkundige dienst.

In haar verslag voor 1902, wees de Middenafdeeling op het wezenlijk nuttig voor de Regeering, met het oog op de openbare werken, regelmatig de hulp in te roepen van den aardkundigen dienst.

In menige omstandigheden overigens, hebben Staats besturen het advies van dien dienst ingeroepen, namelijk betreffende de turflagen in België en het gezondmaken van de veengronden der veenvlakte rond Spa; betreffende het maken van duikers en aanzienlijke gebouwen, die voorafgaande studie vergen voor peilingen, om den aard te kennen van den benedengrond, die in zekere gevallen kan voortkomen van afzakkingen of van instortingen van hellingen, wat eene nauwkeurige aardkundige studie alleen kan doen blijken. Van een anderen kant, hebben talrijke onderzoekingspeilingen van wege den aardkundige dienst dezen in staat gesteld twee omstandige aardkundige doorsneden op te maken: die der Zennevallei, van af Ronquières en van dezer verlenging van Vilvoorde tot Boom, en die der gronden, voor bouwwerken zoo geducht, in de richting van de nieuwe rechtstreeksche spoorweglijn tusschen Brussel-Zuid en Sint-Pieters-Gent. De dienst heeft insgelijks eene volledige aardkundige studie opgemaakt van de gronden welke doorsneden moeten worden door de nieuwe ringspoorweg van Schaarbeek naar de Leopoldswijk alsook van die der onderaardsche verbindingslijn tusschen Brussel-Noord en Brussel-Zuid. Het ware nochtans wenschelijk dat er meer regelmatige betrekkingen, en niet meer betrekkingen als tusschen tijdelijke klanten, tot stand kwamen tusschen de technische diensten onzer openbare besturen en den aardkundigen dienst.

« Buiten het groot nut dat de wetenschap trekt uit voorafgaande studiën, gedaan met het oog op zulke aanzienlijke werken, mag men verzekerd zijn dat die werken met des te meer veiligheid en zuinigheid zullen uitgevoerd worden, daar samenstelling en ligging der doorpeilde gronden te beter zullen bepaald zijn geworden, en dat, dank aan het stelselmatig bewaren der gegevens van iedere peiling en der stalen van grond die er mede in verband staan, men soms heel schadelijke betwistingen van wege de ondernemers zal vermijden. (1)

Bij schrijven, dato 17 Februari 1903 van den Heer Minister van Finan-

(1) M. MOURLON, *Referendum bibliographique, précédé de l'exposé des principaux résultats scientifiques et économiques du service géologique de Belgique.* (Annales de la Société de géologie de Belgique, t. XXX.)

ciën en Openbare Werken tot zijn collega van Nijverheid en Arbeid, werd gevolg gegeven aan den wensch, uitgedrukt in den schoot der Middenafdeeling voor 1902.

In dit schrijven wordt gezegd dat voortaan de «Regeering geen enkel groot werk meer zal ondernemen waartoe de boven- en ondergrond dient gekend te zijn, zonder de hulp in te roepen van den aardkundigen dienst.»

Buiten kijf zal die nieuwigheid de beste uitslagen opleveren.

De *aardkundige kaart* mag reeds nu als voltooid worden beschouwd, buiten enkele zeldzame platen, waarvan de uitgave wordt uitgesteld uit hoofde van den gezondheidstoestand der titularissen of ten gevolge van de nieuwe uitslagen, opgeleverd door de diepe peilingen in de Kempen.

Naarmate ieder der 226 bladen (op de schaal van een 40,000^e) waaruit zij bestaat, zal uitgeput zijn, zooals het reeds 't geval is voor verscheidene dier bladen, zal er voor de volgende uitgaven, dienen rekening gehouden met al de oorkonden van den dienst die daarmede in verband staan.

De *landbouwkundige kaart* is reeds goed gevorderd, dank aan eene overeenkomst tusschen den aardkundigen dienst en de landbouwkundige diensten bij het Ministerie van Landbouw.

Laat ons hier bijvoegen dat de Regeering, uit hoofde van de uitbreiding van verscheidene vakken van den aardkundigen dienst, beslist heeft dezen voorloopig over te brengen naar een gedeelte der gebouwen van het Jubeljaarpark dat, zooals men weet, gereedelijk allerhande inrichtingen opneemt.

Dank aan die nieuwe schikkingen, zal de Dienst in staat zijn veel meer uitbreiding te geven aan zijne laboratoriums, zijne verzamelingen van beschrijvingen van aardlagen en van de voorwereldlijke organische schepping, aan zijne onderzoekingspeiltoestellen alsook aan zijne bibliotheek en zijn algemeen Repertorium der werken betreffende de aardkundige wetenschappen.

De mijnwerkersworm.

Deze ziekte wordt, men weet het, veroorzaakt door een kleinen worm, dorstig naar bloed, die zich in de ingewanden van den mensch bevindt.

De kenteekens dier ziekte zijn die der bloedarmoede, waarmede zij dikwijls werd verward. Zij schijnt niet voort te komen uit de mijnen, maar er te zijn overgebracht door hen die er van aangetast zijn.

Ze wordt voortgezet door het innemen van de larven van het woekerdier.

Men schijnt ze voor de eerste maal te hebben ontdekt in 1884, in het bekken van Luik, bij een mijnwerker, maar men denkt dat ze werd medegebracht door werklieden die aan den Sint-Gothardstunnel hadden gearbeid.

Uitgeroeid of in schijn uitgeroeid, kwam ze terug te voorschijn in 1894, in eene andere kolenmijn derzelfde streek, en sedert zette zij zich over tot de omliggende kolenmijnen. Van lieverlede werden de gevallen talrijker en het staat vast dat de mijnen eener gansche streek van het bekken van

Luik door de ziekte besmet zijn. De mijnwerkers in Henegouw zijn er niet vrij van.

Algemeene maatregelen, uitgaande van de geneeskundige commissie der provincie Luik, zijn genomen. Andere nog zijn te danken aan den vernuftigen ondernemingsgeest van verschillende bestuurders van besmette mijnen en aan arbeidersvereenigingen.

Ter zitting van 20 Juli 1899, werd door de commissie voor de herziening der mijnpolitieverordeningen, onder voorzitterschap van den heer Harzé, een ontwerp van verordening opgemaakt, rechtskundig gesteund op de wet over de gezondheid en de veiligheid bij den nijverheidsarbeid.

Dat ontwerp werd onderworpen aan het advies van de mijnafdelingen van 's lands Nijverheids- en Arbeidsraden. Twee afdelingen deden hoegenaamd geene tegenwerping van beginsel. Twaalf verklaarden zich vlakaf tegen alle officieele verordening, die zij nuttelos en kwellend vinden. Zonder tegen het beginsel eener verordening te zijn, brachten negen afdelingen opmerkingen in tegen het ontwerp, om er aanzienlijke wijzigingen aan toe te brengen. Drie hielden geen beraadslaging.

Anderzijds heeft de Regeering sedert verscheidene jaren een onderzoek ingesteld naar den mijnwerkersworm in de verschillende mijnbekkens. De Middenafdeeling wenschte te weten hoe het stond met dat onderzoek dat vrij lastig schijnt.

VRAAG.

Hoe is het thans gelegen met het onderzoek over den mijnwerkersworm en de voorzorgmaatregelen tegen die ziekte?

Zijn de vastgestelde gevallen meer of minder talrijk dan vroeger, in de verschillende bekkens?

ANTWOORD.

In de provincië Luik is het onderzoek nagenoeg voltrokken. In Henegouw is het minder gevorderd ; alhoewel de ziekte er werd vastgesteld, schijnen de doodelijke gevallen er minder talrijk en de opsporingen zijn derhalve ook moeilijker.

Wat de voorzorgmaatregelen betreft, dat punt staat aan de dagorde van het internationaal Congres voor openbare gezondheid, dat te Brussel toekomende maand September vergadert, en er dient rekening gehouden te worden met de beraadslagingen die er zullen plaats grijpen.

Daar vroeger geen onderzoek werd ingesteld, is geene vergelijking mogelijk tusschen den huidige toestand en dien van vroeger met het oog op het getal personen die den worm in zich hebben (*Wurmträger*), of die er aan lijden (*Wurmkranken*).

Het vervaardigen en gebruiken van loodwit.

Talrijke en bevoegde wetenschappelijke studiën hebben sedert lang bewezen dat loodverwen ongezond zijn.

Vergiftigingen door het lood treft men aan in lood- en zinkfabrieken, de

pottebakkerijen, lettergieterijen, gas- en waterleidingsondernemingen, vijlfabrieken, enz. (1). Maar het gevaar schijnt vooral erger te zijn voor werklieden der loodwitfabrieken, huisschilders, verlooders, enz., wier beroep hen dwingt loodwit te hanteeren.

Jaarlijks zijn een aantal dier arbeiders aangetast door *loodziekte*, vroegtijdige verharding der bloedaders, eene bestendige oorzaak van bloedverstremming in hersens en longen, lamheid en andere erge ziekten veroorzaakt door loodvergiftiging.

De toekomst zelve der latere geslachten loopt gevaar, wanneer vader en moeder of een van beiden door loodvergiftiging zijn aangetast, daar deze heel dikwijls miskraam veroorzaakt.

Anderzijds hoeft men niet te denken dat de werklieden en hunne familiën alleen het slachtoffer zijn van het bezigen van loodwit. « Groot is ook het gevaar voor de personen die versch geschilderde of herstelde vertrekken bewonen. Het loodstof, voortkomende van muren en hout door het schrappen, puimen, enz., en dat min of meer blijft hangen in hoeken en kanten, wordt door de huishoudelijke bezigheden in den luchtkring der kamers verspreid en dus ingeademd. Verscheidene gevallen van vergiftiging ontstonden in die omstandigheden, en de ergste gevallen werden bij kinderen waargenomen (2).

Die toestand heeft in verscheidene landen sedert lang de aandacht der openbare machten gaande gemaakt.

Reeds in 1849 beval een besluit van den minister van openbare werken in Frankrijk loodwit te vervangen door zinkwit bij de schilderwerken in de gebouwen van den Staat.

Een oogslag op het *Bulletin de l'Office International du travail pour l'année 1902* doet onmiddellijk de toenemende gewichtigheid beseffen van het vraagstuk van 't loodwit bij het opmaken van de jongste wetten. Het *Bulletin* deelt mede dat gedurende dit jaar, het gebruik van loodwit geregeld werd door wetten of decreten in Duitschland, in Oostenrijk, in België, in Frankrijk, in het kanton Neuchâtel en in Pruisen.

In België eigenlijk bedoelde de Regeering enkel het *vervaardigen* maar op geenerwijze het *gebruiken* van loodwit.

Het gebruiken van loodwit levert nochtans nog meer gevaar op dan de *vervaardiging*.

Dat blijkt namelijk uit een belangwekkend verslag van den heer bouwmeester Van Langendonck, aan de beschermingscomiteiten van Elsene en Schaarbeek, waarin « na vastgesteld te hebben dat er in Brussel-Stad, op

(1) Verslag van de tweede algemeene vergadering van het Comité der Internationale Vereniging voor de wettelijke bescherming der werklieden, te Keulen gehouden op 26 en 27 September 1902 (Patijs, Soudier, 1903, blz. 38 en volgende.

(2) *Het vervangen van loodwit door zinkwit*. — Verslag aangeboden bij de officieële beschermingscomiteiten voor de werkmanswoningen, en de voorzorg-inrichtingen te Elsene-Elterbeek en te Schaarbeek-Sint-Joos-ten-Noode, door den heer Lod. Van Langendonck, bouwmeester. (Brussel, Lombaerts, 1902, blz. 13.)

een algeheel getal van 1269 werklieden — mannen en vrouwen — die 65 jaar oud zijn, *geen enkel* schildersgast te vinden is en dat in de voorsteden de verhouding uiterst gering is, de verslaggever de volgende besluiten trekt :

« Het ambacht der schildersgasten levert tot 75 t. h. van de loodvergiftigden. 50 t. h. onder hun bekoopen het met den dood, terwijl het meeren-deel der anderen voor hun gansche leven hunne gezondheid gekrenkt hebben en dat de uitwerkselen der ziekte tot in hunne kinderen te bespeuren zijn.

» Oneindig minder werklieden der loodwitfabrieken dan schildersgasten worden door loodziekte aangetast, waaruit blijkt dat het vooral bij de schilderwerken is dat men het gebruiken van loodwit moet verbieden. »

Ter zitting van 30 Juni 1903 laatstleden, werd in de Fransche Kamer een wetsontwerp aangenomen, krachtens hetwelk in alle werkhuisen, werkplaatsen, in aanbouw of in herstelling zijnde gebouwen en over 't algemeen in alle werkplaatsen waar huisschilderwerk wordt gedaan, het bezigen van loodwit en van lijnolie met loodwit vermengd, verboden is voor grondverf, stoppen en bestrijken.

Artikel 3 der wet voegt er bij :

« Na verloop van drie jaar, na het afkondigen dezer wet, zal het verbod gelden voor alle schilderwerken, binnen de gebouwen uitgevoerd. »

De Middenafdeeling vroeg aan de Regeering of zij het niet nuttig achtte wetsbepalingen voor te stellen of bestuursmaatregelen te nemen om eene zoo geduchte beroepsziekte te bestrijden.

VRAAG.

Vindt de Regeering niet dat zij aan de Kamers een wetsontwerp dient voor te stellen, om het vervaardigen en gebruiken van loodwit te verbieden? Zou er ten minste niet hoeven geveegd te worden dat het loodwit door zinkwit wordt vervangen, bij de werken ondernomen door de openbare machten?

ANTWOORD.

Het vervaardigen van loodwit is geregeld door de koninklijke besluiten van 31 December 1894 en van 17 November 1902; desnoods zal er dienen onderzocht te worden of de bepalingen dier besluiten niet moeten aangevuld worden, om de gevaren dier nijverheid, zooniet geheel en al, dan toch nog merkkelijk te verminderen.

Wat het bezigen van loodwit betreft, bestudeert het Ministerie van Nijverheid en Arbeid de vraag of er bijzondere maatregelen dienen genomen te worden, bij toepassing van de wet van 2 Juli 1899 betreffende de gezondheid en de veiligheid der werklieden.

Anderzijds werd door den Hoogeren Raad voor de openbare gezondheid, wiens meening door het Ministerie van Landbouw was gevraagd, den wensch uitgedrukt dat de openbare besturen in hunne lastenkohieren voor de

ondernemingen van schilderwerken die hun aangaan, eene bepaling zouden opnemen, om te verbieden loodwit te gebruiken.

Als gevolg op dien wensch, werden door den dienst voor 's lands openbare gezondheid, bij de groote besturen van het land voetstappen aangewend, ten einde te bekomen dat zij het bezigen van loodwit zouden verbieden bij de schilderswerken welke zij doen uitvoeren.

Uit dit antwoord schijnt te blijken dat verbodsmaatregelen vooralsnu van de hand zijn gewezen.

Wij kennen overigens de bezwaren, — het meerendeel van technischen aard, — die men aanvoert tegen het volstrekt verbod van loodwit, en begrijpen dat nieuwe studiën wellicht nuttig zijn, vooraleer men het verbod uitvaardige. Van een anderen kant denken wij dat de hier in betrokken ernstige belangen niet uit het oog zijn te verliezen door de openbare machten en dat het betaamt dat zij voor hunne ondernemingen, al ware het ook als proefneming, een maatregel nemen, die hun vurig wordt aanbevolen door den Hoogeren Raad voor 's Lands gezondheid.

t' Is met eenparigheid van stemmen dat de Middenafdeeling de eer heeft U de goedkeuring van de begroting voor te stellen.

De Verslaggever,

H. CARTON DE WIART.

De Voorzitter,

E. NERINCX.

TABEL.

	Bladz.
Algemeene beschouwingen	1
Vernieuwing der handelsverdragen	3
Koopvaardijvloot.	5
Technisch onderwijs	10
Wet op de brevetten	13
De geest van huishoudkunde- en beroepsvereniging. De middenstand	14
Arbeidstoezicht en arbeidswetten.	18
Werkrechtersraden	21
Ouderdomspensioenen	25
Mijnwezen	24
Aardkundige dienst	25
Mijnwerkersworm	26
Het vervaardigen en gebruiken van loodwit.	27

